



**H**ERMÈS

*La Revue*

**AUF**



# INAUGURATION DU BUREAU DE LA REVUE **HERMÈS** TURQUIE

CEM SAVAŞ



YEDİTEPE UNIVERSITY  
PRESS



Yeditepe Üniversitesi Yayınevi: 71

*Inauguration Du Bureau De La Revue Hermès Turquie*  
Cem Savaş

©Yeditepe Üniversitesi Yayınevi, 2023

Bu kitabın her türlü yayın hakları Fikir ve Sanat Eserleri Yasası gereğince Yeditepe Üniversitesi Yayınevi'ne aittir. Tüm hakları saklıdır. Tanıtım amaçlı kısa alıntılar dışında yayıncının izni alınmadan hiçbir şekilde kopyalanamaz, çoğaltılamaz, yayımlanamaz ve dağıtılamaz.

ISBN: 978-975-307-147-5

Editör: Cem Savaş

Kapak ve Sayfa Tasarımı: Savaş Yıldırım

Yeditepe Üniversitesi Yayınevi  
Yeditepe Üniversitesi  
İnönü Mah. Kayışdağı Cad.  
26 Ağustos Yerleşimi 34755  
Ataşehir İstanbul  
0216 578 00 00 / 3716  
Sertifika No: 41307

CEM SAVAŞ

---

# INAUGURATION DU BUREAU DE LA REVUE *HERMÈS* TURQUIE





## TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| Préface .....   | 7  |
| Manifeste.....  | 13 |
| Conclusion: Un atout pour l'autre mondialisation..... | 25 |



## PRÉFACE

Chers Francophones,

Le 23 et 24 Mars 2023, nous avons eu l'honneur d'accueillir, avec le soutien de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), Dominique Wolton, directeur de recherche au Conseil National de Recherche Scientifique en Sciences de la Communication et fondateur de la Revue *Hermès*, pour sa conférence inaugurale du Bureau de la Revue *Hermès* « *La communication (ou incommunication) politique à l'heure de la mondialisation* » suivi d'un séminaire intitulé « *De la francophonie à la francosphère : un enjeu de la mondialisation* ».

Accueillir le Bureau de la Revue *Hermès* Turquie est un honneur et un privilège pour notre Université et notre Département. La revue *Hermès* se consacre depuis 1988 à l'étude du champ de la communication. Fondée et dirigée par Dominique Wolton, elle est hébergée par le CNRS et publie trois numéros par an. Elle étudie la communication dans toute sa complexité et son orientation théorique s'articule autour des trois dimensions : cognition, communication et politique.

Étudier de manière interdisciplinaire la communication dans ses rapports avec les individus, les techniques, les cultures, les sociétés : Tel est le pari de la revue *Hermès*... Dans cette perspective, c'est une revue interdisciplinaire et critique qui traite les études dans les domaines de la Communication, Sociologie, de la Culture, de Science Politique, des Relations Internationales. Par ailleurs, deux collections de livres (« *Les Essentiels d'Hermès* » et « *CNRS Communication* ») complètent également la revue. Ainsi des thèmes aussi différents que la communication politique, le cinéma et la télévision, les jeux vidéo, l'information scientifique, la cohabitation multiculturelle, la Francophonie, la traduction ou les rituels ont déjà été abordés.

À la lumière du second séminaire de M. Wolton, la francophonie contemporaine qui a une signification linguistique, géographique, spirituelle et mystique voire institutionnelle, peut être globalement saisie autour de trois sphères distinctes. Outre l'espace du français comme *langue maternelle* et du français, *langue administrative* ou *seconde langue vivante*, nous pouvons classer les pays où le français n'est pas la langue officielle et peut être qualifié de langue acquise à travers l'apprentissage du français langue étrangère (FLE).

Prenons le cas de la Turquie, pays non francophone au sens institutionnel du terme, elle n'est pas membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Or, elle reflète clairement l'héritage de francophonie éducative et culturelle de l'Empire ottoman. La plupart des régions francophones du Maghreb et Machrek ont été jadis d'anciens territoires dominés par cet empire, d'où le poids géohistorique des enjeux de l'influence française en Turquie.

Donc, la francosphère qui comporte plusieurs cas atypiques comme la Turquie, souligne l'importance de la francophonie dans la mondialisation, d'où le terme francosphère qui représente avant tout l'espace de la société civile francophone dans le monde entier. La francosphère dépasse ainsi les limites de la seule francophonie institutionnelle représentée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et repose sur la société civile ou sphère associative francophone. Dans la Turquie actuelle, pays héritier de cette influence, le français ne cesse de représenter une langue de culture et d'enseignement...

Mais, qu'est-ce qu'un « Bureau de la Revue *Hermès* » et quelle est sa vraie fonction en lien de la francophonie ? Avec les bureaux déjà établis en Géorgie, en Bulgarie et au Brésil, le Bureau *Hermès* Turquie viserait à contribuer au dialogue interculturel, à la collaboration intellectuelle et surtout à la vision critique, quelques aspects fondamentaux de la Revue *Hermès*.

J'espère que l'établissement de ce Bureau autour d'une équipe solide, critique et interdisciplinaire, contribuera aussi à l'espace francophone en Turquie, par la mise en place d'événements en ligne ou présentiels avec la participation des membres du comité de rédaction et les projets de publication et de traduction à partir de la riche collection d'*Hermès*.

Mesdames, Messieurs, j'espère aussi que le développement des relations avec une revue internationale comme *Hermès* contribuera au cercle francophone at au débat d'idées qui prend de plus en plus d'importance dans le monde entier et en Turquie.

Cem Savaş  
Membre du comité éditorial et responsable du  
Bureau de la Revue *Hermès* Turquie  
Département francophone de Science Politique  
et Relations Internationales,  
Université Yeditepe, Istanbul.



## PRÉFACE



INAUGURATION DU BUREAU DE LA REVUE *HERMÈS* TURQUIE



## PRÉFACE





# MANIFESTE<sup>1</sup>

**Dominique Wolton**

*Revue Hermès*

*S'intéresser à la communication, c'est accepter de voir le monde autrement. C'est sortir de soi pour aller à la rencontre de l'autre, le récepteur, celui à qui l'on s'adresse par la voix, le regard, le geste, le texte, l'image... et dont on espère être compris. Mais celui-ci veut-il réellement entendre, comprendre, répondre ? Et en retour, acceptons-nous ses réponses ?*

Voilà pourquoi la communication est toujours complexe, car elle n'existe pratiquement pas sans l'épreuve de l'altérité. On recherche le même, les ressemblances, on bute sur l'autre et les différences. Avec pour conséquence l'obligation de négocier. La communication est toujours le dépassement de l'expression, la prise en compte des contextes et la réponse du récepteur. C'est pourquoi elle est rarement synonyme de partage et souvent liée à l'incommunication et à la nécessité de négocier. Ceci est aussi vrai à l'échelle individuelle que sociétale. *Émetteur, message, récepteur sont rarement en ligne.* D'ailleurs, il n'y a d'incommunication qu'entre les hommes. Avec les systèmes techniques, il s'agit d'interactions beaucoup plus « efficaces ».

Cette réflexion sur l'incommunication réunit trois champs de recherche précédents : l'information et la communication politique, la cohabitation culturelle, la réflexion sur le numérique. Avec comme perspective la revalorisation des publics, le refus du thème de la manipulation, l'importance de la culture et de la négociation. Et enfin l'attention portée à la communication anthropologique.

## **Quatre ruptures, et le surgissement de l'incommunication**

Quelle est finalement la grandeur de la communication, activité fondamentalement humaine et sociale ? Sortir de soi et accepter le décalage avec quelqu'un qui ne sera pas forcément d'accord. La *première* rupture par rapport à cet idéal

---

1 Présenté à la conférence intitulée « *La communication (ou incommunication) politique à l'heure de la mondialisation* » le 23 mars 2023 dans le cadre de l'Inauguration du Bureau de la Revue Hermès à l'Université Yeditepe, Istanbul, Turquie. Dominique Wolton, *Revue Hermès*, La Revue 2019/3 (n° 85), pages 11 à 18 Éditions CNRS Éditions. <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2019-3-page-11.htm>  
DOI 10.3917/herm.085.0011

exigeant est de chercher à pallier les difficultés de cette communication humaine grâce aux progrès de la communication technique. Mais en dépit de ces performances, la communication demeure toujours un phénomène compliqué. Ceci explique alors les deux tentations. Réduire la communication à l'expression : « j'ai quelque chose à dire ». Mais tout le monde a quelque chose à dire ! Et si tout le monde s'exprime, qui écoute ? L'expression ? La communication sans le risque de l'autre. Le rêve... Ou bien, deuxième tentation, essayer de se réfugier dans « l'efficacité » de la communication technique, avec le risque de l'enfermement numérique. C'est pour toutes ces raisons que communiquer conduit souvent à un changement de vision du monde, avec une présence indépassable de l'altérité. En réalité, pas de communication sans découverte de l'incommunication, voire de l'acomcommunication.

S'intéresser à la communication c'est finalement accepter deux changements. Regarder le monde autrement, en laissant une place à l'*autre*. Admettre que la communication implique le plus souvent le *triangle* communication- incommunication-acomcommunication. Rupture radicale dans le rapport au monde, à soi, et dans la vision traditionnelle de la communication, réduite le plus souvent à l'expression, ou à l'influence. *La conception défendue ici propose deux élargissements*. D'une part, accepter au sein de la communication les trois logiques de la transmission, du partage et de la négociation. D'autre part, admettre que la communication comporte des dimensions de communication, incommunication et acomcommunication. Avec un rôle central pour l'incommunication, le contexte, le récepteur.

La communication, bien sûr, a toujours existé, mais elle fut pendant des siècles hiérarchiques, sans égalité et sans réciprocité. Communiquer c'était soit contrôler les échanges, jusqu'à parfois imposer le silence, soit maîtriser le processus, soit simplement transmettre et commander. La communication, telle qu'elle est conçue aujourd'hui, est inséparable de la démocratie, de la liberté, de l'égalité des participants, de la possibilité d'être en désaccord et de ne pas se comprendre. C'est dans ce cadre, celui de la communication dans la démocratie, que s'inscrit cette recherche sur l'anthropologie de la communication.

Depuis trente ans, la revue *Hermès* contribue à penser ce *tournant communicationnel* autant sur le plan des connaissances que sur celui des rapports humains et de la société.

\*

\* \*



Cette complexité de la communication, à la fois ouverture sur l'autre et découverte de l'incommunication, conduit à la *deuxième* rupture : *l'importance de la négociation*. Comme la communication n'est ni directe ni automatique, elle oblige à négocier. Et la plupart du temps, une négociation entre des valeurs différentes. Exactement comme la diplomatie, qui est la plus grande école de négociation pour éviter la guerre. Même démarche pour la communication : négocier pour essayer de trouver une solution de compromis. Et la négociation n'a rien à voir avec la manipulation. C'est même le contraire. *Négocier et cohabiter, tels sont les horizons de la communication*. Pas une mince affaire... On retrouve l'hypothèse essentielle concernant l'intelligence du récepteur. Si celui-ci n'était pas intelligent, il n'y aurait pas de négociation, il n'y aurait que de la domination. Reconnaître l'intelligence du récepteur, c'est admettre que celui-ci n'est pas facilement manipulable, même s'il existe des rapports de force. Le récepteur peut certes être influencé, mais il sait aussi négocier avec l'extérieur et changer de jugement. Cette réalité invalide le jugement péremptoire de ceux qui « savent » combien les autres sont « manipulables », sans naturellement l'être eux-mêmes.

L'incommunication a toujours existé mais elle était masquée par les relations hiérarchiques. Elle est beaucoup plus forte, et visible aujourd'hui, avec l'extension de la démocratie qui, en reconnaissant la liberté et l'égalité des partenaires, multiplie indéfiniment les situations d'expressions, d'interactions, de désaccords et d'incommunications. La découverte des apories de la communication est souvent douloureuse mais indissociable du processus d'émancipation individuelle qui permet d'échanger plus librement et plus contradictoirement. La liberté et la multiplication des échanges ne rendent donc pas forcément plus « facile » ni « efficace » la communication humaine. Mais en fait, que serait un monde où tout le monde se comprendrait ? Troublante découverte du *xx<sup>e</sup>* siècle : rien ne se simplifie, au moment où, politiquement et culturellement il n'a jamais été aussi légitime de s'exprimer, de communiquer et où les progrès techniques, avec la radio, la télévision, Internet et les réseaux, n'ont jamais autant facilité les interactions, y compris la confusion entre interaction et communication.

Bien sûr, la vision normative de la communication, défendue ici, visant à l'intercompréhension et acceptant désaccord et négociation, n'empêche pas d'autres dimensions de la communication bien connues, comme l'imposition du silence ou le désir d'influencer, voire de manipuler. Ces autres dimensions existent également depuis toujours. En réalité avec la communication on assiste le plus souvent à la cohabitation de plusieurs dimensions et significations. Il en est finalement de même pour l'information. Idéalement, celle-ci, est liée à l'idée de vérité, mais qui n'exclut ni les mensonges ni les rumeurs, comme on le voit aujourd'hui

avec les *fake news*. Cette ambivalence de l'information comme de la communication est indépassable car elles sont avant tout des activités humaines. Et la domination, aujourd'hui, de la rationalité technique ne change rien à cette complexité des relations entre la liberté individuelle et la politique. Et rien ne se simplifie au moment où la puissance financière envahit cet univers. La « liberté » revendiquée n'a jamais été à ce point la caution aux concentrations économiques et commerciales mondiales... Rien de plus fragile alors que la préservation de la liberté d'information et de communication. Et les deux sont d'ailleurs indissociables, même si la communication est encore plus complexe.

\*

\* \*

On assiste par ailleurs à une *troisième* rupture, le *renversement entre communication humaine et communication technique*. Et ceci au profit de la seconde. Renversement qui justifie encore plus la nécessité de limiter cette emprise de la technique sur la communication. D'un côté, l'incommunication humaine augmente presque proportionnellement au nombre des échanges au moment où, de l'autre côté, le progrès technique rend beaucoup plus efficaces les échanges. D'où le chassé-croisé actuel entre communication humaine et technique. On sous-estime la première au fur et à mesure que l'on en constate ses limites. À l'inverse, on privilégie la communication technique pour sa « rationalité » et son efficacité. Il en résulte un processus croissant de dévalorisation de la communication humaine, le plus souvent assimilée à une volonté de séduction, voire de manipulation entre partenaires. À l'opposé, une confiance de plus en plus « naturelle » est accordée à la communication technique, dont tous les protagonistes admirent les services et les potentialités.

L'interaction technique « rationnelle » réussit là où la communication humaine « déçoit ». On retrouve le même phénomène dans la comparaison entre les médias et Internet. Hier, la radio et la télévision ont suscité beaucoup de réserves, car on craignait leurs « effets manipulateurs », Internet et les réseaux créent au contraire « confiance et séduction », à proportion de l'efficacité des interactions techniques et aussi de « l'intelligence » supposée évidente des internautes. Mais pourquoi l'individu qui lit, écoute, regarde, serait-il plus passif et plus manipulé que celui qui est devant son clavier ?

*Quatrième rupture*, la « supériorité » actuelle de la communication technique s'accompagne du *triomphe de l'information*. La fiabilité de l'information contre les incertitudes de la communication. Progressivement, les relations entre in-



formation et communication se sont dégradées. L'information est devenue plus efficace, plus rapide, plus « rationnelle » que la communication, trop lente, trop complexe et noyée dans les négociations. Conséquence, le xx<sup>e</sup> siècle a été celui de la révolution de l'information, la force du message contre les incertitudes de la relation. Et cette supériorité va se poursuivre avec les promesses de la « société numérique », des big data à l'IA, aux robots, à la traduction automatique.

« La numérisation du monde » est même présentée, et vécue, comme le moyen de « résoudre » les contradictions et les difficultés de la communication humaine. Si hier, « informer c'était communiquer », aujourd'hui l'information domine au sens où on lui fait davantage confiance, même si les *fake news* noircissent le tableau. Pour l'instant, cette toute-puissance des Gafa anesthésie toute réflexion distanciée. Et n'est-ce pas Mark Zuckerberg lui-même qui réclame une régulation par les États, en étant reçu la plupart du temps comme un chef d'État ? Le thème récurrent actuellement dans le monde est qu'il ne faut surtout pas « prendre du retard » dans les « générations » techniques, ni manquer les nouvelles « applications ». Comme si la technique, devenue totalement anthropomorphisée, devenait la condition du bonheur. Le progrès technique, aussi séduisant soit-il, n'empêchera pourtant pas le surgissement de citoyens critiques. Le monde numérique n'est pas à l'abri des Gilets jaunes...

La communication technique rêve de rationaliser la communication humaine en réduisant les malentendus, les interprétations et les quiproquos, mais toutes ces « imperfections » sont en réalité l'essence même de la communication ! La simplification et la maîtrise de la communication technique butent le plus souvent sur la complexité de la société et des Hommes. Rationaliser et simplifier ne suffisent pas. Toujours le même paradoxe. On perd en complexité ce que l'on gagne en vitesse et efficacité. *Les performances du message, de l'interaction et des techniques ne suffisent pas à améliorer la communication.* Celle-ci relève toujours d'une autre rationalité, sans parler du rôle, toujours considérable, du contexte social et humain. Cette efficacité exceptionnelle de l'information, et des techniques, réveillera progressivement les doutes épistémologiques, humains et politiques. C'est aussi la puissance politique et industrielle des Gafa, et les limites de leur modèle communicationnel, qui obligera à réintroduire la complexité de la communication, de l'homme, de la société, de la politique.

À la fin du xx<sup>e</sup> siècle, l'information s'est imposée par rapport à la communication. Le xxi<sup>e</sup> siècle redécouvre la complexité de la communication. *Informer n'est plus communiquer.* Voilà la rupture théorique de ce début de xxi<sup>e</sup> siècle : la révolution de l'information, avec ses perfections techniques, n'arrive pas à réduire les incertitudes sociales et humaines de la communication.

### **Le tournant communicationnel**

Le cœur de la recherche sur la communication et l'objet scientifique de la revue *Hermès* ?

1. L'importance du concept de communication, consubstantiel au mouvement pour la liberté, l'égalité et la démocratie ;
2. La complexité de la communication humaine, inséparable de l'intelligence du récepteur, du contexte, de l'altérité et de la négociation ;
3. La séduction de la communication technique, plus rationnelle ;
4. Le lien croissant entre information et technique, les deux étant plus « efficaces » que la communication, liée aux hommes et aux sociétés ;
5. La nécessité de reconnaître les limites de l'information par rapport à la communication, même si la première est plus « performante » que la seconde. Faire entrer les deux dans le domaine de la loi et de la réglementation démocratique ;
6. La force de l'information demeure le *message*. La force de la communication, la *relation*. Les deux sont inséparables, mais souvent antagoniques. Admettre la diversité des sens de l'information (politique, service, connaissance) et de la communication (partage, influence, négociation). En un mot, faire enfin entrer ce secteur dans le domaine des connaissances, comme cela s'est fait il y a cinquante ans avec l'écologie ;
7. Préserver les discontinuités entre information et communication ; entre communication technique et communication humaine, entre neurosciences, sciences cognitives, sciences humaines et sociales. En un mot, repenser les relations et les différences au sein de ce carré magique : information, culture, connaissance, communication ;
8. Avec les techniques, il y a d'innombrables interactions sans pour autant qu'elles donnent naissance à une « Communication numérique ». La communication ou l'incommunication concerne les hommes et les sociétés, à partir de visions du monde plus ou moins contradictoires ;
9. Reconnaître l'importance croissante de la *diversité culturelle* dans la communication. Si le monde est un « village technique » tout petit, caractérisé par la performance des techniques, sa réalité sociale, culturelle, oblige au contraire à prendre en compte l'inépuisable diversité culturelle qui ne cesse de croître au fur et à mesure des échanges. Les individus et les peuples ne communiquent jamais de la même manière. *La défiance mutuelle* devient un défi central dans un monde où apparemment chacun sait tout et voit tout ;

10. Plus la communication technique permet de rationaliser et d'améliorer les échanges, plus la communication humaine rencontre les réalités plus complexes de la diversité culturelle. L'information peut être technique, la communication est toujours humaine, culturelle et sociale. De fait, la communication est « politique », au sens où il s'agit le plus souvent d'un processus de négociation visant à construire une cohabitation, plus ou moins pacifique, entre des divergences culturelles et sociales.

\*

\* \*

En un mot, comme chacun le sait d'ailleurs par expérience sans trop le reconnaître, la communication n'est jamais facile... D'où, sans doute, la tentation de la réduire à de la manipulation... En tout cas, il est aussi important de penser l'incommunication que de penser la communication. Pour cela, il est nécessaire de revaloriser la communication humaine ; repenser les rapports entre communication technique et humaine ; légitimer l'intelligence du récepteur ; réexaminer les relations entre information et communication ; penser la place centrale de la diversité culturelle.

Tel est l'enjeu anthropologique d'*Hermès*. Et voilà pourquoi ce travail collectif scientifique est inévitablement interdisciplinaire. *L'interdisciplinarité* est d'ailleurs liée heuristiquement à la communication car elle est confrontée aux mêmes problèmes : arriver à faire coopérer et cohabiter des disciplines et des logiques différentes. Dans l'interdisciplinarité comme dans la communication, *la négociation domine*. Personne n'est « naturellement pluridisciplinaire », personne ne communique facilement. Autre point commun : la communication humaine comme l'interdisciplinarité scientifique n'est jamais loin de « l'indiscipline ». En effet, la recherche scientifique comme la communication sont liées à l'indiscipline. Pas de recherche sans indiscipline pour sortir des chemins battus. Pas de communication non plus sans *indiscipline* pour éviter les conformismes et les langues de bois.

\*

\* \*

Ces deux concepts indissociables, l'information et la communication, tant d'un point de vue scientifique, que social, politique et humain, sont d'ailleurs aujourd'hui au cœur de la plupart des disciplines, et de leurs relations. Au cœur également des visions de l'Histoire et de la société. Au cœur aussi de la mondia-

lisation car il n'y aura de mondialisation pacifique des échanges et des interactions entre hommes et sociétés qu'à la condition de réussir à élaborer une certaine cohabitation pacifique des systèmes politiques, philosophiques et culturels. D'autant que ce sont pour des valeurs et des représentations du monde que les individus et les sociétés se font la guerre. Et l'information, la culture, la communication se trouvent toujours au centre de ces visions, souvent contradictoires et conflictuelles du monde. En fait, la communication est devenue essentielle car sa complexité, non seulement empêche les visions synthétiques et simplificatrices mais aussi oblige à plus de respect mutuel. Elle symbolise tout ce que l'on peut faire avec les mots, leurs échanges, leurs incompréhensions, pour éviter les silences glacés et les conflits qui souvent menacent. La communication signe le désir d'humanité, et finalement le respect d'autrui, malgré ce qui nous sépare les uns des autres. Et s'il est une industrie qui symbolise cet impératif de la négociation, c'est bien la *traduction*. Traduire, c'est essayer de comprendre et de mettre en rapport des univers symboliques différents. D'ailleurs, si l'on voulait une mondialisation non dominée par la finance et l'économie, mais au contraire soucieuse de cette négociation sans fin comme moyen de repousser la guerre, *l'industrie de la traduction* devrait être la première industrie de la mondialisation.

### **L'impossible unité de la communication**

Revenons sur les *paradoxes de ce concept de communication*. D'une part, communiquer, c'est rechercher le même et finir par négocier avec l'autre, celui qui ne me ressemble pas. « Informer n'est pas communiquer », et « communiquer c'est négocier ». *On cherche le même, on négocie avec l'autre*. Du point de vue des connaissances, on est confrontés à une démarche d'ouverture similaire : repousser les tentations de synthèse, accepter la pluralité contradictoire des approches et des langages.

D'autre part, étudier la communication, c'est admettre la cohabitation de ces trois logiques : communication, incommunication, acommunication, et reconnaître les différences entre communication humaine et communication technique. Enfin, c'est réfléchir à ces deux dimensions entremêlées, normatives et fonctionnelles, dont je parle depuis longtemps, avec la référence à l'idée de *double hélice*. La recherche de la communication, inséparable du simple jeu des échanges. Il n'y a donc pas d'unité dans la communication. Tant du point de vue des pratiques que de l'analyse.

Conséquences ? Le processus de communication est trop polysémique pour être ramené à une démarche scientifique unitaire. Il est préférable par exemple d'admettre la cohabitation des neurosciences, des sciences cognitives, des sciences

humaines et sociales, avec l'impossibilité pour chacune d'entre elles de fournir une explication intégrée ou globale. Éviter le réductionnisme et son cousin le scientisme. Penser la communication suppose donc de reconnaître autant de discontinuité dans l'*analyse* qu'il y en a dans la *pratique* de la communication. Sans oublier le poids des contextes politiques et culturels ni celui de l'expérience qui modifie souvent le contenu et la compréhension de la communication.

Le problème central ? L'autre n'est pas moi. Penser la communication oblige à recourir à plusieurs modèles d'analyse. *Vivre et penser la communication, c'est admettre la discontinuité des logiques et des valeurs.* Et communiquer c'est finalement toujours traduire. *Traduire ?* C'est établir des ponts entre des espaces mentaux et symboliques différents. Communiquer et traduire ont d'ailleurs énormément de points communs, dont celui d'être souvent des activités dévalorisées. On rêve de réduire les incertitudes et les ambiguïtés de la communication, comme on rêve de traduction automatique pour « simplifier » les échanges.

\*

\* \*

Cette impossible unité de la communication, et ses tensions inévitables avec ses deux « partenaires », l'incommunication et l'acommunication, illustre assez bien la considérable hétérogénéité du concept et l'efficacité des trois idéologies qui visent toutes, évidemment, à simplifier et unifier :

- *L'idéologie scientiste* d'abord, suppose qu'en rapprochant davantage neurosciences, sciences cognitives, sciences humaines et sociales, on arrivera à une unité d'analyse et de recherche pour la communication ;
- *L'idéologie techniciste* imagine une continuité possible entre les techniques et l'homme, l'avènement de « la société numérique » et de « l'humain augmenté » ;
- *L'idéologie politique*, enfin, voit dans la communication la continuité de la politique par l'influence, le pouvoir, la propagande et la manipulation.

Ces trois idéologies ont en commun de centrer la communication sur l'individu, la segmentation, la communauté, et de privilégier l'interactivité et l'expression. Ceci permet de repousser à plus tard la difficulté de l'intercompréhension qui est justement d'affronter l'altérité et d'essayer également, par la négociation, d'organiser la cohabitation. Et qui dit négociation conduit à prendre beaucoup plus en compte l'expérience. Le fait que chacun utilise les mêmes outils crée l'illusion que toutes les expériences et tous les contextes se ressemblent.

\*

\* \*

On retrouve ces trois idéologies réductrices dans les stéréotypes concernant la communication :

- *Le récepteur* ? Il est faible, influençable, manipulable. Seule, « l'élite » échappe à ce déterminisme, et peut critiquer « les autres », sans jamais se mettre en cause elle-même... Toujours le même thème de l'« aliénation » de l'individu. On le retrouve pour la politique, la consommation, la publicité, la communication. Pourtant, la réalité est beaucoup plus compliquée...
- *Le lien démocratie/communication* ? Il est sous-évalué, d'autant que les déceptions de la démocratie nourrissent souvent la suspicion à l'égard de la communication. Ce sont pourtant les valeurs communes à la démocratie et à la communication qui permettent de s'opposer aux dérives démagogiques qui les menacent toutes les deux.
- *La communication politique* ? Elle n'est jamais valorisée, réduite à des jeux de manipulation. Question : si le récepteur n'est pas facilement manipulable dans la communication, pourquoi ce même individu le serait-il dans sa dimension de citoyen ? Tout est dévoré par la suspicion, le pire est que personne ne croit plus personne, et que chacun est persuadé que l'autre souhaite manipuler tout le monde. Plus aucune confiance mutuelle... À preuve, on ne parle plus d'informations, mais de *fake news*, plus de communication, mais de campagne de manipulations...

C'est pour cela qu'il est indispensable de souligner les liens *normatifs* existant entre communication et démocratie. Ces deux concepts ont en commun de reconnaître l'hétérogénéité de la société, l'altérité, l'importance des valeurs, l'intelligence du récepteur-citoyen, la force de la négociation. Finalement, information, communication, culture, connaissance et démocratie sont des concepts indissociables, à repenser et à légitimer. Surtout à un moment où le monde n'a jamais été autant envahi d'informations et d'interactions sans être capable de mieux communiquer, ni de mieux respecter les différences... C'est pour cela que les trois mots, *communication, information et altérité*, sont liés, et finalement indissociables. Penser la communication, c'est penser les trois ensemble, avec l'incommunication comme pivot.

### L'essentiel

1. Informer n'est pas communiquer. Le message est toujours plus simple que la relation. La communication est un enjeu humain et social, les interac-

tions concernent les techniques. Par contre, pas de communication sans information, un concept lui aussi à repenser, en lien avec l'élargissement du sens de la communication.

2. Communiquer, c'est rechercher le même, se heurter à l'incommunication et à l'altérité. Communiquer, c'est alors le plus souvent négocier. La vitesse d'échange des informations n'a pas de rapport direct avec la lenteur de la communication.
3. Négocier est le moyen pour essayer de sortir de l'incommunication. L'incommunication n'est pas l'inverse de la communication, il en est la première réalité. La communication réussie, en dehors des rares moments de partage où l'on se comprend réellement ? Elle dépend de la négociation, qui parfois réussit et permet de passer de l'incommunication à la cohabitation.
4. Dans la réception, le récepteur n'est jamais passif. Il peut être dominé, mais pas aliéné. Il est doté de la même intelligence critique que celle prêtée au citoyen. C'est d'ailleurs le même individu.
5. Le résultat de la négociation réussie permet d'espérer une cohabitation plus pacifique.
6. L'échec de la négociation, lié à l'incommunication, conduit souvent à l'acommunication, antichambre fréquente des ruptures et des conflits.
7. Cette réalité de l'incommunication, de l'altérité, de la nécessité de négociation avec les deux issues possibles de la cohabitation ou de l'acommunication, constitue un phénomène général. Il est encore plus important dans le cadre de la mondialisation, avec la croissance des échanges et du rôle de plus en plus important de la diversité culturelle. Les risques d'incommunication augmentent presque proportionnellement à la vitesse et à l'efficacité des échanges. Ici, négocier est encore plus nécessaire, avec deux issues : la cohabitation culturelle en cas de réussite, l'acommunication en cas d'échec, avec le risque du conflit.
8. Communiquer comporte donc trois dimensions. La communication, l'incommunication, l'acommunication, avec l'incommunication comme pivot. Les progrès évidents de la communication technique n'ont pas de lien direct avec la question essentielle de la paix et de la guerre au cœur de la communication et de l'incommunication humaines.
9. Dans le cas de la « communication-partage », il faut arriver à organiser la cohabitation. Pour « l'incommunication », arriver à négocier. Éviter si possible l'acommunication. Les trois verbes correspondant aux trois faces de la communication sont donc partager, négocier et rompre.

10. Ce modèle général de la communication concerne aussi bien les relations humaines que la politique, la science, la culture, la société, la mondialisation... Il vise à trouver une solution pacifique aux problèmes croissants d'incommunication, au fur et à mesure que le progrès technique favorise les interactions.

À quelle condition les hommes peuvent-ils cohabiter pacifiquement quand les différences et les méfiances n'ont jamais été aussi visibles qu'avec le progrès des techniques ? Valoriser ce concept de communication, autant que celui d'information, permet de retrouver la place qui est la leur dans les combats d'émancipation politique et culturelle commencés au xvie siècle. Ou pour le dire autrement, la dimension humaniste et politique de la communication est plus importante que la performance des innovations techniques et des marchés.

Structures de recherche sur les sciences de la communication créées et dirigées par Dominique Wolton :

Programme « Science, technique et société » du CNRS (1980-1985)

Programme « Communication » (Neurosciences, sciences cognitives et Sciences de l'homme et de la société) du CNRS (1985-2000)

Laboratoire Communication et politique du CNRS (1988-2000)

Revue *Hermès* (1988)

Laboratoire Information, communication et enjeux scientifiques du CNRS (2000-2007)

Institut des sciences de la communication du CNRS (2007-2014)



# CONCLUSION: UN ATOUT POUR L'AUTRE MONDIALISATION<sup>2</sup>

**Dominique Wolton**

*Laboratoire information, communication et enjeux scientifiques,  
CNRS, Paris*

Pourquoi la Francophonie n'est-elle pas plus présente dans l'espace public français ? D'autant que la mondialisation repose brutalement la question des rapports entre culture, communication, politique. Pourquoi tant d'intérêt pour les débats franco-français, une inquiétude légitime pour la diversité culturelle en Europe et une aimable indifférence à l'égard de la Francophonie, pourtant aux premières loges des affrontements culturels mondiaux ? La Francophonie n'est pas plus présente, hélas, que les Outre-Mers, dans le débat public français. Comme si l'hexagone se privait de ces deux moyens privilégiés pour comprendre les contradictions liées à la mondialisation.

La France n'est pas assez attentive à ses racines mondiales, qui lui donneraient une force considérable. Elle est trop centrée sur elle-même et sur l'Union européenne, sans réaliser que les expériences, analyses et patrimoines liés aux expériences de la Francophonie et des Outre-Mers sont des moyens indispensables pour aborder les problèmes de cohabitation culturelle à construire au sein de l'Europe. Une fois de plus, la France, et ses élites, ne regardent pas assez vers le large, alors que les leçons politiques, historiques, culturelles de ces deux espaces sont d'extraordinaires sources d'enrichissement.

## **1. La France et la Francophonie**

Le défi de la Francophonie n'est pas la gestion des restes de l'empire, pas plus d'ailleurs que pour les Outre-Mers. Il est au contraire la capacité à y voir, en grandeur nature, et en accéléré, une bonne partie des enjeux politiques et culturels de

---

2 Présenté au séminaire intitulé « *De la francophonie à la francosphère : un enjeu de la mondialisation* » le 24 mars 2023 dans le cadre des événements de la Francophonie du département Francophone de Sciences Politiques et de Relations Internationales de l'Université Yeditepe. Dominique Wolton, *Hermès, La Revue* 2004/3 (n° 40), pages 360 à 378 Éditions CNRS Éditions. <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2004-3-page-360.htm>  
DOI 10.4267/2042/9576

la mondialisation. La Francophonie est l'avant-garde de la pluralité des modèles de développement. Elle ne ferme pas le jeu, elle l'ouvre. Pourquoi si peu d'intérêt ? Parce qu'il y a dans le placard de l'histoire contemporaine un « cadavre », celui de la décolonisation. Comme ces questions n'ont jamais pu, hélas, être abordées sereinement, il flotte un non-dit devenu assourdissant avec le temps. Le début du XXI<sup>e</sup> siècle serait pourtant l'occasion d'évaluations équilibrées du bilan des colonisations et de la décolonisation. Ce silence trop pesant empêche nombre de peuples d'Outre-Mers ou de la Francophonie de parler. Ce serait évidemment dans l'Hexagone que le débat devrait s'ouvrir. Résultat ? Il existe une sorte de triangulaire maudit, décolonisation – Outre-Mer – Francophonie qui empêche de passer à une *autre* étape de l'histoire. Les Outre-Mers et la Francophonie sont les *deux racines* de la mondialisation de la France. L'Outre-Mer, en posant directement la question du *multiculturalisme* qui est déjà une réalité française, insuffisamment vue et revendiquée ; la Francophonie, en posant directement la question de la *diversité culturelle* qui est au cœur des enjeux de la mondialisation. *La diversité culturelle* est un *fait* qui s'impose au monde : diversité des langues, des religions, des cultures... *Le multiculturalisme* est le moyen de gérer cette diversité culturelle au sein des États-nations. Les États-Unis, le Brésil, le Canada... sont des États multiculturels. On en parle beaucoup depuis une vingtaine d'années. Mais la même question se pose à une échelle plus vaste, accélérée par la mondialisation, et dont on parle beaucoup moins. Comme si il s'agissait simplement d'extrapoler les raisonnements précédents. J'appelle *cohabitation culturelle* cette gestion de la diversité culturelle au niveau mondial dans le droit fil des chartes de l'ONU : respect des identités et adhésion aux valeurs de la communauté internationale.

Pour revenir à la France, celle-ci devrait avoir trois pieds ; celui du multiculturalisme avec les Outre-Mers ; celui de la diversité culturelle, avec la Francophonie ; celui de l'Europe, avec la cohabitation culturelle, projet d'un nouvel espace politique.

Les Français, comme les Espagnols et contrairement aux Anglais, par exemple, ne sont pas suffisamment ouverts aux différentes formes de métissage et de créolité. Cette perméabilité aurait sans doute permis d'enrichir les usages de la langue, de la littérature, de la politique et aussi des sciences sociales. Certes, la France est multiculturelle, surtout dans les grandes villes, mais cela ne se dit pas, et ne se proclame jamais comme une richesse. Il y aurait d'ailleurs une étude comparative à faire avec les autres pays européens (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Portugal...) pour voir comment les uns et les autres se sont ouverts à cette diversité culturelle.

Le paradoxe de la France est que son identité, non seulement n'a pas été menacée par l'apport des Outre-Mers et de la Francophonie, mais s'est considérablement *enrichie*, comme peu de pays en ont eu l'occasion. Les Français, d'une certaine manière, ont intériorisé cet apport, sans en faire un élément de fierté public. L'omniprésence politique de l'extrême-droite française, depuis plus de vingt ans, explique notamment ce handicap grave.

Où en est finalement la diversité culturelle en France ? Elle existe, mais dans un quasi silence, alors que, du travail à la culture, de la musique aux modes de vie, du sport à la cuisine, l'identité française a été considérablement enrichie par ces apports. Jusqu'à la question de la langue. Il faut attendre 1981 pour que le créole soit officialisé à l'école. Seules 14 « autres » langues régionales françaises sont reconnues. Sans parler du retard à signer la charte européenne des langues régionales et l'inqualifiable lenteur avec laquelle ont été finalement autorisés en métropole et Outre-Mers des médias en créole. Seule la culture « beur », avec son vocabulaire, son style a pu s'imposer et trouver une légitimité. *La France est peut-être universaliste, mais trop méfiante à l'égard des diversités culturelles* immédiatement soupçonnée de communautarisme. On l'a vu lors du débat sur le voile, où la réaffirmation de la laïcité « à la française » a beaucoup été ressentie, en France et dans les opinions publiques des pays arabo-musulmans, comme une mesure vexatoire, défensive et hostile à la liberté individuelle, par ailleurs revendiquée. La France ? Elle est universaliste dans les mots et les valeurs, méfiante à l'égard de la diversité linguistique et culturelle. Ce n'est pas la « France arc-en-ciel », comme on dit en Afrique du Sud, ou « black, blanc, beur », quand son équipe nationale de football gagne.

C'est peut-être pour cela qu'il n'y a pas beaucoup d'attrance des jeunes pour la Francophonie. Qui voudrait militer ou s'engager pour la Francophonie ? Autant les jeunes sont encore fascinés par les États-Unis, symbole de la liberté, autant on ne devine pas, dans l'Hexagone surtout, de militantisme pour la Francophonie. Pourtant le lien entre culture, politique et droits de l'Homme que l'on y retrouve est conforme aux idéaux universalistes français. Pas davantage d'ailleurs d'intérêt ou de sensibilité à l'égard de la vitalité de la Francophonie. Ni de la part des hommes politiques, ni des médias, ni de l'Université, et plus généralement du monde des élites. Comme si la référence à la « diversité culturelle », pourtant largement présente dans le discours politique sur l'« exception culturelle », depuis maintenant vingt ans, ne s'appliquait *ni* aux Outre-Mers, *ni* à la Francophonie. Ramener ces deux espaces à un « solde » de problématique de l'empire colonial, c'est n'avoir rien compris à l'évolution des relations internationales. Et surtout mésestimer largement l'autonomie des peuples d'Outre-Mer et de la Francophonie.

Ce sont ces espaces, plus que la France, qui sont *en avance* sur les problématiques de multiculturalisme et de diversité culturelle. Ce sont des élites françaises qui sont en retard, incapables de reconnaître l'apport linguistique, culturel et social de ces racines. C'est sans doute la même raison pour laquelle il y a si peu d'intérêt en France pour TV 5, l'AFP, RFI, RFO, ou pour la politique culturelle extérieure de la France, l'action de l'OIF, de l'AUF. La France devra passer au plus vite de l'universalisme abstrait au *multiculturalisme* avec l'Outre-Mer, et à la *cohabitation culturelle* avec la Francophonie.

Il y a d'ailleurs un *décalage* notoire entre Paris, capitale de la contestation politique et culturelle pour toutes les élites d'Outre-Mers et de l'empire colonial entre les années 1920 et 1950, et la réalité d'aujourd'hui. Il y avait proportionnellement hier plus d'ouverture d'esprit, d'interrogation culturelle et politique qu'aujourd'hui. Et pourtant on ne parle que de « mondialisation », mais c'est la plupart du temps pour « s'adapter » à la mondialisation économique, tout en continuant de revendiquer un « universalisme égalitaire » mal compris, et mal adapté aux réalités contemporaines.

Cet impensé des conditions de la décolonisation et des conditions du multiculturalisme et de la diversité culturelle concerne d'ailleurs, à un degré ou à un autre, nombre de pays européens. Que l'on pense aux Britanniques, Belges, Espagnols, Hollandais, Portugais. L'Europe doit réexaminer ses relations aux RUP (7 Régions ultra-périphériques), aux 20 PTOM (Pays et territoires d'Outre-Mers) et aux 79 pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique), si elle veut aborder autrement qu'en termes d'un étrange et faux néocolonialisme nombre de problèmes de la mondialisation. Le Commonwealth, la Francophonie, la Lusophonie, l'Hispanophonie et aussi l'Arabophonie sont en bonne partie de plain-pied avec les problèmes de demain. Il y a d'ailleurs deux paradoxes de l'Europe. Dans sa construction politique et culturelle, où il faut faire cohabiter 25 pays avec 20 langues, elle se trouve *déjà* au cœur de la cohabitation culturelle. Et en même temps, par son incapacité à valoriser – au titre d'une histoire non revisitée – les pays et territoires d'Outre-Mers, elle se trouve handicapée pour aborder cette même question de la cohabitation culturelle dont elle est, par sa propre existence, l'avant-garde.

En réalité, les événements sont allés très vite depuis une génération. La France, comme l'Europe, seront *obligées* de gérer leur multiculturalisme interne, ce qui est un peu la condition pour aborder l'autre étape, plus difficile, de la *diversité culturelle* à l'échelle de la mondialisation. La Francophonie, par un superbe retour de l'histoire, se trouve donc être en avance par rapport aux « anciennes puissances coloniales »...

### Quatre actions

1. *Ordonner et resserrer les institutions* pour que la Francophonie ait une place meilleure dans l'espace public français. *D'abord*, réduire l'empilement d'institutions s'occupant de Francophonie au niveau de l'État français. Pas moins de *quatre* structures et autant de guichets financiers : le quai d'Orsay (ministère de la Coopération et de la Francophonie - DGCID

– Affaires francophones...). Le ministère de la Culture (Délégation générale à la langue française...). Le ministère de l'Éducation nationale (DRIC...). Quant au ministère de l'Outre-Mer, il n'a *aucun* rapport avec la Francophonie ! Parce que c'est « la France ». Même si tous ces territoires sont dans des environnements linguistiques, sociaux et culturels, où la Francophonie, interne ou externe, pourrait jouer un rôle. L'absence de coopération entre le ministère des DOM-TOM, malgré de substantiels moyens financiers, et les autres ministères, illustre ce décalage entre le découpage ministériel et institutionnel passé et les réalités sociales, culturelles et politiques. Sans parler de la tutelle omniprésente du ministère de l'Économie pour l'aide publique au développement (cf. Agence française de développement).

Il existe entre ces quatre ministères, sans oublier l'ombre encombrante de Bercy, d'immenses et subtiles relations, chicanes, incompréhensions et indifférences. D'immenses guerres de tranchées microcholines. Tout cela se comprend peut-être par rapport au passé, mais devient dérisoire pour le futur. Par comparaison, on remarque que pour faire l'Europe, on s'est donné *tous* les moyens en 50 ans, alors qu'il n'y a ici que de petites initiatives totalement disproportionnées par rapport aux défis de demain. Ce trop grand nombre de structures françaises n'empêche pas une réduction catastrophique des moyens financiers pour l'action culturelle extérieure. Années après années, souvent sournoisement, les projets diminuent, le réseau culturel rétrécit, les centres ferment... Personne ne souligne cette contradiction effarante pour un pays à « vocation mondiale », où chacun vante les nécessités et les vertus de la mondialisation, en même temps que l'on réduit les capacités d'action culturelle dans le monde. Comment expliquer que la politique culturelle extérieure de la France était hier plus importante dans un monde moins « mondialisé » qu'aujourd'hui ?

*Ensuite*, simplifier les structures de l'OIF. Et changer les noms. Impossible déjà pour un francophone « initié » de prononcer et distinguer facilement les sigles de l'OIF ; AIF ; AUF ; AIME. Alors que dire pour un francophone du bout du monde ! Non seulement les mots sont peu prononçables, peu clairs, mais surtout la visibilité des compétences des uns et des autres n'est nullement évidente. Il en résulte incompréhension et frustrations. Et là aussi des rapports de forces

qui peuvent alimenter une sociologie des institutions peut-être intéressante, mais bien dérisoire, par rapport aux enjeux mondiaux. La *Maison de la francophonie* – qui regrouperait toutes les structures de l'OIF – promise par le Président de la République en 2002 à Beyrouth sera-t-elle un début de réponse en 2006 ?

*Enfin*, il n'y a pas de liens simples entre les différentes structures de l'État français et celles de la Francophonie. Tout est complexe. Nous sommes face à un véritable labyrinthe institutionnel, occasion d'autant de baronnies et de chausse-trappes. Un empilement d'institutions pour ne rien voir ? Une telle complexité pour ne pas pouvoir agir ? Les relations entre structures internationales et nationales sont rarement paisibles, mais elles frisent, là, le chef-d'oeuvre. Rien n'est clair, sauf pour celui qui vit *directement* dans cet univers des relations France-Francophonie : trop d'instances, trop de doublons, trop de préséances, de codes, de réseaux. Un monde si difficile à comprendre que ceux qui y sont enfin entrés ne sont pas toujours pressés de le changer...

Le problème n'est pas de défranciser la Francophonie. Certes, cela serait peut être souhaitable, mais à condition que les pays riches, par exemple Canada, Belgique, Suisse, Luxembourg, prennent leurs parts de responsabilité. Avec un financement global de plus de 75 % de la Francophonie, il n'est pas étonnant que la France ait parfois tendance à oublier qu'elle n'en est pas toujours le centre... Il faudrait donc que les autres pays riches de la Francophonie s'engagent davantage. Et le problème récurrent, et un peu faux, de la défrancisation de la France ne se poserait pas exactement de la même manière. L'avenir de la langue française n'est plus seulement l'affaire de la France, ce qui devrait inciter d'autres pays à s'engager davantage. Cela permettrait aussi d'insister sur les dimensions autres que linguistiques (culture, droits de l'Homme, diversité culturelle, développement durable...)

En un mot, des regroupements institutionnels sont à faire du côté de l'État français, ce qui obligerait la Francophonie à faire de même. Faute de ces réformes simples, la Francophonie pourrait bien devenir le « Poulidor » de la diversité culturelle.

2. *Valoriser les réalisations de l'OIF.* L'OIF est un organisme original de coopération intergouvernemental, l'AUF est un véritable réseau interculturel. L'AUF crée de réelles solidarités humaines et permet de dépasser le rapport Nord/Sud. Elle est d'ailleurs un peu le laboratoire de l'OIF, en faisant notamment le lien entre enseignement, culture, politique et développement. Avec des accords entre 526 universités et instituts dans le monde, 2 000 boursiers, sur les 10 000, elle constitue un réseau à valoriser.

Des montages participatifs originaux se font dans la longue durée, mais personne, en dehors du milieu universitaire, n'est vraiment au courant. Pas plus que pour l'AIMF (Association internationale des maires de la Francophonie) qui permet aussi d'autres bases de solidarité décentralisées. Quant à l'APF (Assemblée parlementaire francophone), elle est également peu connue du public et des médias. Le *Forum francophone des Affaires*, qui pourrait être une tribune pour une autre vision de la mondialisation, reste, lui, confidentiel. Le *Haut Conseil de la Francophonie*, qui pourrait être le « Think Tank » de la Francophonie, demeure aussi étonnement peu connu et mobilisé. Et d'autres associations, initiatives, existent également, sans réelle visibilité auprès des pouvoirs publics, des médias, du public. Énormément de réalisations, collaborations, rendez-vous, existent mais ils sont largement ignorés. Comme si le monde de la Francophonie vivait replié sur lui-même. Quand on franchit « la frontière », on est d'ailleurs étonné du nombre, et de la diversité, des activités et des initiatives. D'ailleurs les pays francophones, en élisant Boutros Boutros-Ghali, puis Abdou Diouf à la tête de l'OIF, ont décidé à juste titre de donner une voix et un visage à la Francophonie. La personnalisation du pouvoir est indispensable avec la mondialisation.

3. *Relier les trois mondes de la Francophonie* : la Francophonie officielle, dont la dynamique n'est pas assez perçue de l'extérieur ; la société civile qui existe, mais n'est pas valorisée ; la Francophonie sauvage qui échappe souvent. Et la pointe visible de l'iceberg officiel masque les deux autres mondes. Il existe énormément de militants de la langue, de la culture, de la pensée critique, dont il n'est hélas pas fait mention. Et au fur et à mesure que l'on « monte » vers l'OIF, tout s'officialise, s'étatise et se rigidifie. À la limite, deux univers cohabitent. Celui de la Francophonie officielle, celui de la société civile. D'un côté, un monde propre, diplomatique, faussement immobile, de l'autre des initiatives ignorées. Et pourtant les procédures et les événements existent, comme la journée mondiale de la Francophonie le 20 mars, mais tout cela donne, de l'extérieur, le sentiment d'un monde un peu à part, avec ses codes et ses règles. Pourquoi et comment un jeune de 20 ans pourrait-il avoir envie de militer dans la Francophonie ? Et vouloir pousser la porte ? À une époque, pourtant, où les valeurs d'ouverture, de coopération et de solidarité qui animent la Francophonie sont en phase avec celles d'un grand nombre d'ONG, et correspondent aux aspirations de millions de jeunes, en quête d'un monde plus humaniste, pourquoi rencontre-t-on souvent cette impression d'un monde, légitime, mais sans entrain ?

Le silence constant des médias, et des élites, sur l'enjeu politique et culturel de la Francophonie amplifie ce décalage entre la Francophonie, réalité vivante d'une bataille farouche pour la diversité culturelle et celui d'un renfermement institu-

tionnel. Comme si les institutions qui la composent étaient posées sagement les unes à côté des autres, alors qu'elles n'ont en réalité pas le même statut. Même les conflits interétatiques ne sont pas visibles, tant les photos officielles, et bien sages, des réunions des chefs d'État et de gouvernement, donnent le sentiment d'une grande famille certes un peu originale, quand on voit les costumes et les couleurs de peau, mais où justement tout le monde a l'air de si bien s'entendre... Tout paraît lisse et harmonieux. Et l'Unesco, à côté, a parfois l'air d'une bruyante cour de récréation ! Ouvrir les fenêtres, rendre visibles les contradictions, relier ce pari aux valeurs souvent communes qui existent avec d'autres ONG humanitaires serait peut-être un moyen de rendre la Francophonie plus attractive. En tous cas, briser un peu cette impression d'un monde qui a ses rites et ses logiques et qui apparemment échappe aux tourments du temps.

4. *L'Histoire et ses Fractures*. Le refoulement de l'histoire de la colonisation et de la décolonisation pèse alors même que nous sommes *déjà* dans une autre Histoire, celle de la mondialisation. Un des enjeux nouveaux de la mondialisation est de reprendre l'histoire précédente. Reprendre les comptes pour les dépasser. Sortir du double jeu de la culpabilité et de l'agressivité. Échapper aux procès d'intentions. Voir les forces communes, les clins d'œil et les liens.

Pour sortir de ces Histoires, il faut en parler, une bonne fois pour toutes, mais la France, comme la plupart des puissances coloniales européennes, reste amnésique. Pas de Francophonie pourtant sans travail sur l'histoire coloniale. Sortir le cadavre du placard. D'autant qu'il n'y a pas de cadavre dans le placard, la plupart du temps. Il y a des questions, des rancœurs, des demandes de légitimation et de respect, de réhabilitation mutuelle. Construire le patrimoine culturel commun. Après tout, le 60<sup>e</sup> anniversaire du Jour du Débarquement, le 6 juin 2004, a permis de *réunir* de manière particulièrement émouvante les ennemis d'hier, et d'associer les Russes à l'ouverture de cette nouvelle histoire à construire. Fantastique événement pour l'Europe et le monde. Pourquoi ne serait-il pas possible de *réussir à faire la même chose* pour la décolonisation ? Reprendre les filiations, rendre hommage, notamment à tous ceux qui sont venus des empires coloniaux et sont morts dans les guerres mondiales et les conflits. Retrouver les diasporas. Mettre à jour les innombrables solidarités, réhabiliter les mille et une initiatives. Les cérémonies du débarquement de Provence en août 2004 n'ont pas permis de progresser sérieusement dans ce sens...

Parler aussi enfin autrement de ces populations si nombreuses venues *travailler* en France dans des conditions très difficiles depuis les années 1960 et que l'on continue d'appeler des « immigrés ». Quand un Occidental va n'importe où dans le monde, on dit : il est un « expatrié ». Quand il s'agit d'une personne du Sud, on



dit : c'est un « immigré ». Toute la différence est là. Les « migrants » n'ont pas le même statut selon l'endroit d'où ils viennent... *Comment parler d'immigrés d'un côté et de Francophonie de l'autre ?* L'histoire est borgne. On ne peut pas à la fois souligner à juste titre l'importance de la *dignité* culturelle et du *respect* pour les relations francophones de demain *et* ne pas l'appliquer aux propres mouvements de population qui ont eu lieu depuis quarante ans vers la France. Autrement dit, ce n'est pas seulement l'histoire de la *colonisation* et de la *décolonisation* qu'il faut reprendre, c'est aussi celle de *l'immigration* depuis trois générations. Rétablir les faits. Assumer l'histoire pour retrouver la solidarité. Sortir du silence pour dépasser les contentieux. La Francophonie est un immense magasin à histoires qui sont pour demain autant de filiations réciproques. À condition d'ouvrir la porte. Et de parler de tout.

## 2. Langue-culture-diversité culturelle

En élargissant son champ d'action, la Francophonie reste fidèle à une certaine conception de la culture qui est de s'intéresser aux conditions sociales, politiques et économiques de la vie des hommes. Les pères fondateurs de la Francophonie (L. S. Senghor, H. Bourguiba, H. Diori, N. Sihanouk) parlaient d'ailleurs de « valeur commune », pour le développement. La langue a été rapidement reconnue comme la première condition des *valeurs partagées* et en moins d'un demi-siècle on a assisté, à juste titre, à l'affirmation des liens inévitables entre langue et culture. Pas de Francophonie sans respect de sa *propre* diversité culturelle, condition ultérieure de la diversité culturelle mondiale. Un approfondissement de problématique, plus qu'un changement. Réalisé néanmoins en peu de temps entre des peuples que beaucoup de choses séparent entre le Nord et le Sud, les riches et les autres, les blancs et les autres.

Ce lien entre langue, culture et diversité culturelle est à lui seul le raccourci le plus fort du projet de solidarité de la Francophonie. En passant de la langue à la culture, la Francophonie passe de l'unilinguisme au multilinguisme, puisque défendre le français, c'est reconnaître la légitimité des *autres* langues. Pas de Francophonie sans respect, simultanément, de toutes les autres langues, locales et régionales. C'est en cela qu'il y a un projet d'émancipation culturelle indéniable dans le projet de la Francophonie : la diversité linguistique comme première condition de la diversité culturelle et de la lutte contre l'homogénéité. Le lien entre langue et culture permet de voir comment la culture, depuis toujours, est une *ressource politique*. C'est d'ailleurs comme cela que la définit l'Unesco dans sa déclaration sur la diversité culturelle de décembre 2001. « Ce sont les traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe

social... Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les façons de voir ensemble, les systèmes de valeur, les traditions et les croyances ».

Cette définition permet de faire le lien entre la culture patrimoine *et* la culture projet, ce que j'appelle la culture *refuge* et la culture *relationnelle* (cf. *L'Autre mondialisation*, Flammarion, 2003). La culture a toujours eu deux dimensions. Celle du patrimoine (langue, histoire, religion, rites, lieux, système politique) et une dimension d'ouverture pour penser le monde contemporain. Et ce sont ces *deux identités culturelles* dont les peuples ont aujourd'hui besoin. Assumer les racines et trouver les moyens de comprendre le monde contemporain, pour le transformer. Le lien, aujourd'hui très fort, entre la culture *et* les techniques de communication (presse, radio, TV, Internet) oblige encore plus à penser les rapports entre langue-identité culturelle *et* communication.

En réalité, la mondialisation accentue l'effet de boomerang du couple culture-communication. Plus le monde s'ouvre, plus les revendications identitaires, donc linguistiques, s'affirment. Ce n'est pas le refus de la modernité, mais la volonté de la domestiquer. Et dans ce retour des identités, la Francophonie joue un rôle certain d'amortisseur culturel. En favorisant le pluralisme linguistique, elle offre une stabilité culturelle et une garantie pour le pluralisme politique. Garantir les langues locales, régionales et francophones, aux côtés du français, c'est permettre aussi un minimum de stabilité sociale, culturelle et politique. La Francophonie contribue à conjuguer maintien de l'identité *et* ouverture au monde, surtout avec la mondialisation de la communication où l'arrivée d'images, d'informations et de données du monde entier renforce la volonté de garder les langues locales. La défense du multilinguisme inhérent à la Francophonie permet donc à la fois ce maintien des identités et cette ouverture au monde. Elle contribue à résoudre ce que j'appelle le *triangle infernal* du XXI<sup>e</sup> siècle : les rapports entre identité, culture et communication. Gérer la diversité culturelle, c'est gérer ces trois relations assez conflictuelles.

En moins de vingt ans, l'accentuation des échanges et l'omniprésence de la communication ont renforcé l'importance du lien culture-communication, insuffisamment explicite et valorisé.

Le XXI<sup>e</sup> siècle est caractérisé à la fois par la *mobilité* et l'*identité*. Il y a les deux, ce qui renforce la place des problèmes culturels. On le voit très bien au travers de la *créolisation du français*, moyen à la fois de conserver les racines *et* de s'adapter à la modernité. Le phénomène général de créolisation – on pourrait presque parler de concept – est le moyen pour les populations de « coloniser » le français et lui permettre de servir de tête de pont, de passage entre la tradition et la modernité. Avec la créolisation, on garde son passé, pour aborder l'avenir. La créolisation

est aussi un outil identitaire pour les diasporas, notamment quand elles se retrouvent en France. Le français ne s'est pas laissé assez féconder par ses multiples variations linguistiques. Sauf peut-être par le langage « beur » qui s'est imposé en dix ans comme le langage de la jeunesse. Terrible revanche politique de ceux qui, dominés culturellement et souvent socialement, ont su faire de leur langue une arme de conquête de la rue puis de l'espace symbolique de la ville et finalement d'une bonne partie de la culture des jeunes. La créolisation est un phénomène général dont la Francophonie ne s'occupe pas assez, sauf naturellement dans le domaine de la recherche, faisant du français une langue trop culturelle et réservée aux élites. Adapter le français à l'économie, à toutes les formes de modernité et de créolisation est aussi le moyen d'éviter de l'enfermer dans le caveau de la culture. C'est dans la vie quotidienne, la rue, les commerces, que les langues se ressource et se créent, et la Francophonie devrait être un immense observatoire et lieu d'échange de ces créations linguistiques qui sont autant de marques de l'imaginaire. Il ne faut pas arriver à cette opposition, entre une langue *anglaise*, rapide, symbole de la liberté, du business, de la modernité et le *français*, langue de la culture et de la politique. Cette dichotomie conduit au ghetto et explique notamment toute l'attention qu'il faut apporter aux créoles. *Les métissages linguistiques sont des enrichissements*. Notamment pour la Francophonie, présente sur tous les continents. Ils sont autant d'hommages rendus à la création des cultures, des hommes et des sociétés. Une sorte de *cartographie* mondiale sans doute très originale pourrait ainsi se constituer des principaux pôles de création culturels et linguistiques, et des réseaux qui en résultent. Ce serait une toute autre carte de la Francophonie, moins officielle, plus dynamique, sauvage, montrant aussi comment différentes sociétés s'adaptent aux contraintes de la modernisation. Les langues et les cultures sont autant des ressources politiques que les patrimoines.

On verrait ainsi peut-être se dégager des modèles de pensée culturels d'un continent à l'autre. Nul doute alors que l'Afrique apparaîtrait sur ce chapitre comme extrêmement inventive. Si le développement économique y marque le pas, l'inventivité linguistique, dialogique, imaginaire est constante. Elle constitue la marque d'une intelligence « hors des cadres » qui devrait être valorisée si l'on veut que la Francophonie respecte l'apport des uns et des autres. Il en serait de même pour le Moyen-Orient, la Caraïbe, l'Amérique latine, sans oublier Haïti ou, en face de l'Afrique, et à l'opposé, le Pacifique avec la Nouvelle Calédonie, Wallis et la Polynésie française. De même que la France est péniblement arrivée à reconnaître qu'il n'y a pas « le » français, mais les langues de France, de même devrait-on, au plus vite, parler « des » *français du monde*. Recenser et valoriser toutes ces créations créoles et « pidgin » qui séduisent le voyageur, mais ne sont

pas valorisées. Des concours, des dictionnaires, des exercices comparatifs, des prix, des adaptations radiophoniques et télévisuelles, des jeux autour de cette inventivité « des langues françaises du monde » devraient être beaucoup plus nombreux pour sortir de l'académisme et rendre hommage à ces millions d'hommes et de femmes qui inventent un français qui fera le lien entre aujourd'hui et demain. Bernard Pivot, sur France Télévisions, a ouvert une brèche, TV 5 pourrait être un vrai chef d'orchestre. Avec RFI, RFO, l'AFP, les radios et les télévisions francophones...

La Francophonie, d'une manière générale, n'est pas assez sensible à la *mobilité*. On vient de le voir avec la mobilité linguistique, mais c'est aussi vrai pour la *diaspora*. On pense trop aux locuteurs français en terme de « *stocks* », pas assez en terme de *déplacements*. Il y a les continents-archipels, comme il ya des diasporas, et tous ces réseaux sont liés à une dynamique du déplacement des populations. Recenser les diasporas, être attentif à leur évolution devrait faire partie de la stratégie de la Francophonie.

### *Trois chantiers*

1. *La nouvelle trahison des clercs et des scientifiques*. Ceux-ci, et pour la plupart les Français eux-mêmes, ne revendiquent pas l'usage du français dans les congrès scientifiques et séminaires internationaux. Le « complexe » de l'anglais est toujours là. Dans l'usage de l'anglais, il y a l'idée de modernité, de culture, d'émancipation, alors qu'il ne s'agit que d'un pauvre *sabir*. Peut-être adapté aux échanges en sciences de la nature, de la vie, de la matière et en mathématiques, où les mots et les concepts sont limités et presque univoques, mais qui est totalement inadapté pour les sciences humaines et sociales. Or, ce sont avec ces sciences que l'on pense la société, la politique, la paix et la guerre. Ici, les mots sont indissociables des concepts. On ne pense pas de la même manière d'une langue à une autre. Parler dans une autre langue, c'est penser autrement, c'est déplacer les raisonnements. Ce n'est pas pour rien que les traductions existent depuis toujours, ainsi que l'herméneutique. En changeant de langue, on change de mode de pensée, d'imaginaire, de raisonnement, de destinataire. Une langue, c'est une vision du monde. Parler, c'est utiliser toute une représentation du monde et de la société. La traduction rend compte de cette incommunication. Traduire est le *premier* signe de reconnaissance de la cohabitation culturelle. La traduction évite l'illusion du « cosmopolitisme » de la pensée. On peut évidemment utiliser les autres langues, il le faut, comme il faut banaliser l'anglais, mais ne jamais dire que l'on pense de la même manière dans une langue ou dans une autre.

Défendre le français comme langue internationale scientifique devrait être le premier devoir pour préserver la diversité culturelle. Non seulement pour le français, mais aussi pour toutes les autres langues. Il n'y a pas assez de politiques volontaires de la Francophonie dans ce domaine, ni d'ailleurs de l'État français. Il y a certes des règlements, mais jamais de rappel pour la langue, comme s'il y avait une sorte de complexe culturel. Défendre le français comme langue officielle et le rappeler aux scientifiques passe évidemment par une politique plus ambitieuse des traductions. La *traduction* est une activité économique et culturelle essentielle pour la diversité. Elle est toujours présentée comme un « inconvénient », alors que c'est la *condition* du maintien de la diversité culturelle mondiale. Pas de diversité culturelle donc, sans une gigantesque politique de formation de traducteurs. La bataille du français n'est même pas menée ardemment sur *Internet*, où les contenus d'information en anglais sont de 45 % pour 4,5 % en japonais, 6 % en allemand, 4,8 % en espagnol et 4 % en français. Mais il y a plus qu'une politique de la traduction. Il y a aussi le fait que l'anglais joue sur l'*imaginaire* de la liberté, de la consommation et de la science. Il joue sur les aspirations légitimes de milliards d'individus, alors que le français, en regard, se laisse trop identifier à la culture, à l'élégance, à la politique. Aujourd'hui dans le monde, le français doit *aussi* être une langue de la modernité. On trouve ici la responsabilité des grandes entreprises mondiales françaises. Elles sacrifient presque toutes à l'anglais, comme les universitaires et les scientifiques. Il en est de même pour les modèles d'enseignement où la référence implicite reste celle des écoles et des universités américaines. Comme si Oxford, le MIT et Standford étaient des modèles universels. Il y a beaucoup à faire pour cerner les stéréotypes, les clichés, les représentations, et y réfléchir...

Autrement dit, dans cette bataille culturelle et symbolique, gigantesque, concernant le statut et le symbole de la modernité, le français s'est laissé depuis trente ans distancer par l'anglais, alors que dans le même temps, et c'est paradoxal, l'économie française devenait de plus en plus exportatrice. Et que la Francophonie s'installait comme véritable organisation internationale. Comme si nous n'avions pas réussi *simultanément* à mener la bataille culturelle de la langue comme outil de la modernité, alors que nous l'avons menée pour l'économie, l'exportation, les sciences et les techniques. Depuis une dizaine d'années, l'*espagnol* montre dans ce domaine un dynamisme offensif exceptionnel qui devrait obliger les francophones à réagir. Il y a « mille français » à vivre, valoriser, défendre et diffuser, à l'image d'une Francophonie à la conquête du monde et non repliée sur les bastides de la culture. Il ne faut pas choisir entre les deux, mais faire les deux. Les scientifiques par exemple n'ont pas réussi à s'opposer à l'instrumentalisation

dont ils ont été l'objet avec Internet, puisque l'on a partout présenté le fait qu'ils se servent d'Internet comme « preuve de l'intelligence à devenir internaute ». Ils sont devenus des relais commerciaux souvent bien involontaires d'Internet. Dans le même ordre d'idées, ils ne réussissent pas à s'opposer au fait que l'on présente l'anglais comme « la langue de la science ». La langue dominante n'est pas synonyme de langue de la création.

Les anglophones ont réussi jusqu'à aujourd'hui cette opération de « *dumping* » qui consiste à identifier l'anglais à l'innovation, la liberté, la création et l'élitisme. Superbe opération de marketing. Pourtant, on ne pense et ne crée pas mieux en anglais que dans n'importe quelle autre langue. Ne pas perdre la bataille de l'information et de la culture scientifique est également fondamental dans une époque où la science et la technique constituent les valeurs mondiales dominantes et les ressources symboliques de la bataille économique mondiale. Les acteurs de la Francophonie devraient *de toute urgence* poser ce problème politique, et mobiliser les communautés scientifiques et universitaires afin qu'elles assument leurs responsabilités dans la bataille. Le statut linguistique des connaissances scientifiques constituera un enjeu central de la bataille pour la diversité culturelle. Il y a là un lien direct à établir entre scientifiques et acteurs politiques.

2. *Militer pour le pluralisme linguistique* contre l'unilatéralisme anglophone. Et agir en faveur de *trois langues* – locale, internationale et transfrontalière ou régionale. Cet objectif doit être rappelé, comme exemple du lien entre la Francophonie et la diversité culturelle. C'est aussi rappeler, quel que soit l'élargissement des objectifs de la Francophonie, que l'impératif reste l'*alphabétisation* et l'*apprentissage* de la langue. L'ouverture aux langues locales, indispensable dans le cadre de la mondialisation, doit *aussi* s'accompagner d'une plus grande ouverture « aux langues de France », et à la charte européenne des langues régionales. Défendre la diversité linguistique est la première condition de cette troisième mondialisation dont j'ai parlé dans *L'Autre mondialisation* (*op. cit.*). La cohabitation culturelle comme contrepoids à la mondialisation économique. Plus l'emprise économique mondiale s'organise, plus il faut organiser la diversité culturelle.

Les diversités linguistiques horizontale (les grandes langues) et verticale (les plus petites) dont parlent Louis-Jean Calvet et Claude Hagège sont une condition indispensable à cette diversité culturelle. Il faut également favoriser les pays qui sont des « archipels linguistiques », car ils sont l'avant-garde des réalités de demain. Comme par exemple la Belgique, le Canada, le Brésil, l'Afrique du Sud... À condition à chaque fois de lier langue-culture et société. Recenser, comparer et valoriser *toutes* les expériences mondiales linguistiques et culturelles de langue homogène, en réseaux, en diasporas, en archipels. Montrer à chaque fois la di-

versité et l'inventivité des situations, en ayant en tête un double problème pour l'avenir. Jusqu'où y a-t-il un *lien entre langue et culture* ? La Francophonie depuis toujours le prône, l'anglais, compte tenu de son statut de « *lingua Franca* », accepte le découplage. Jusqu'où la généralisation des techniques et des industries de la communication modifie-t-elle les rapports entre langue et culture ? La mondialisation de la communication est-elle, de ce point de vue, un handicap ou un avantage par rapport au couple langue-culture ? Autrement dit, il faut aujourd'hui penser les rapports entre les trois : *langue, culture, communication*.

3. *Une politique audiovisuelle plus ambitieuse*. Cela passe par un renforcement indispensable de TV 5, seule chaîne francophone, indépendamment de savoir s'il existera ou non une chaîne d'information mondiale française. Sans oublier le rôle essentiel d'*Euronews*, surtout avec l'élargissement de l'Europe. L'AFP et RFI doivent également être renforcées.

Sans parler de la presse écrite francophone laissée de côté, ni des radios, et télévisions publiques francophones qui restent un réseau largement sous utilisé. La vérité est que la francophonie manque dramatiquement d'une politique de la communication. L'organisation est mondiale, les enjeux culturels et politiques sont mondiaux, la politique ne l'est pas.

C'est tout le contraire de ce que font les Britanniques et les Américains. C'est la même timidité que pour Internet. Comme s'il n'y avait pas encore de prise de conscience de l'importance des médias et des systèmes d'information dans la bataille pour la communication. Et donc pour la culture. Cette timidité renvoie au problème déjà souligné précédemment : la difficulté à réaliser aujourd'hui le lien structurel entre culture et communication.

Cette omniprésence de la communication dans la mondialisation oblige d'ailleurs à *retravailler ces mots* : identité ; culture ; communication; culture de masse; tradition; modernité; identité culturelle; mondialisation de l'information; système d'information. Tous ces mots sont polysémiques, transformés par la mondialisation des industries culturelles, le progrès technique, les enjeux politiques et économiques. Les mots sont les mêmes qu'il y a trente ans, mais les réalités ont changé d'échelle. Ils sont à reprendre, ne serait-ce que pour qu'un minimum de doctrine commune puisse se mettre en place. Après tout, depuis Bamako (novembre 2001), le même effort de définition se fait pour la politique, avec la définition des mots de démocratie, droits de l'Homme, État de droit, pluralisme juridique... Pourquoi le même effort ne se fait-il pas dans le domaine beaucoup plus complexe des rapports entre langue-culture et communication, puisqu'on n'y trouve pas la même rationalité juridique ?



Les rapports, par exemple, entre *identité et communication, tradition et modernité* sont beaucoup plus complexes qu'hier, ainsi naturellement qu'entre information, culture, langue et communication. Reconnaître que la culture et la communication deviennent des enjeux politiques majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est aussi accepter de revisiter leurs définitions. De même que le mot *patrimoine*, indispensable à revaloriser dans un mode ouvert et changeant. D'autant que les mots traversent aussi les *imaginaires*, fortement sollicités depuis une génération. Que l'on pense à l'omniprésence des musiques, de l'image fixe et animée, à l'augmentation des écrans et des nouvelles techniques de communication. Sans parler des voyages et de la consommation. Toutes les catégories cognitives et imaginaires au travers desquelles les peuples pensent leur identité, et leurs rapports aux autres, sont affectées par les formidables changements techniques de la culture, de la musique et de la communication.

Les peuples peuvent *à la fois* vouloir le maximum d'ouverture au monde de modernité, de consommation *et* ne pas sacrifier leurs racines culturelles. La Francophonie traverse tous les pays où ces affrontements et débats ont lieu. En parler ne simplifiera rien, mais cela évitera des bombes à retardement. C'est à la Francophonie de favoriser ces débats entre Nord et Sud, Est et Ouest, pays riches et moins avancés. La mondialisation économique est un phénomène d'une puissance et violence symboliques et culturelles considérables. Si la Francophonie veut rester cet *espace public* de délibération, il faut que ces questions, toutes ces questions, avec des points de vue contradictoires, puissent être débattues. Sans peur. C'est cela qui fera la différence avec le Commonwealth, et nul doute qu'un tel *espace de parole* aura des répercussions sur la vision, et peut-être même l'organisation de la Francophonie.

*La Francophonie doit être une ressource culturelle pour penser le monde.* Des affrontements doivent pouvoir y avoir lieu. En réalité, il y a deux dimensions pour la Francophonie : diplomatie et espace public. Plus le monde rétrécit, plus les contradictions apparaissent, plus il faut favoriser l'espace public. Sans naturellement oublier la diplomatie, fondamentale pour éviter la guerre.

### 3. La politique

La politique est au cœur de la Francophonie, même si cela ne se dit pas nettement, compte tenu de la diversité des régimes politiques, culturels et sociaux qui la composent. Elle est politique au travers de son secrétaire général et de l'action de l'OIF. Elle est politique aussi, notamment depuis la Déclaration de Bamako (novembre 2000), où de plus en plus les orientations de la Francophonie sont réaffirmées dans le cadre de la démocratie, de l'État de droit, de la communauté



internationale et des droits de l'Homme. Une délégation aux droits de l'Homme et à la démocratie est aujourd'hui l'organisme qui suit la mise en œuvre de Bamako à travers tout un réseau de cours constitutionnelles, d'instituts des droits de l'Homme, de rencontres... Rien de cela n'est simple, ne serait-ce que du fait de l'extrême diversité culturelle, des traditions politiques, religieuses et démocratiques. Dans l'organisation du pouvoir se lisent et se lient toutes les contradictions culturelles, d'autant moins faciles à gérer que la Francophonie, organisation transversale, se trouve en contact avec les agences de l'ONU, l'Europe..., où les traditions juridiques et politiques sont elles-mêmes différentes, et où la plupart des grands acteurs de la Francophonie sont présents.

C'est d'une certaine manière le lien croissant entre langue et culture qui, par extension, oblige à aborder la question politique, d'autant que la polysémie, inhérente à la politique, augmente avec la culture. Mais c'est finalement sur l'horizon d'un certain nombre de valeurs démocratiques liées au respect des droits humains que la Francophonie, courageusement, essaie de se regrouper et de prendre position sur la question du développement durable. En posant la question de la diversité culturelle, la Francophonie pose celle des conditions politiques à la croissance économique. En touchant à l'économie, elle est un exemple typique des difficultés à faire conjuguer universalité des principes démocratiques et respect des diversités culturelles. Diversités culturelles qui vont aujourd'hui jusqu'à une réflexion sur la *pluralité* des modèles économiques, réelle nouveauté dans l'histoire de l'économie où domina trop longtemps l'idée qu'il n'existait *qu'un seul* modèle. Un tel exercice suppose de réexaminer les mots qui fondent les rapports entre identité-culture et politique : gouvernance, droits de l'homme, démocratie, développement durable, diversité culturelle.

Dans sa courte, mais extrêmement dense histoire, compte tenu du nombre d'événements internationaux intervenus depuis trente ans, la Francophonie a réussi à échapper aux affrontements idéologiques mortels. À quelle condition pourra-t-elle continuer, d'autant qu'elle est encadrée par deux autres schémas institutionnels ? Celui de devenir une mini-ONU ou Unesco, ou celui d'être de plus en plus liée à la société civile. Et dans ce cas, elle devrait alors se distinguer du statut des grandes ONG humanitaires qui ont substantiellement modifié le jeu des relations internationales.

En réalité, il existe une marge de manœuvre à la Francophonie pour inventer un *nouveau modèle* d'organisation politique. Elle bénéficie d'une certaine stabilité et dynamique liée aux contradictions de la mondialisation. Elle peut rebondir sur les événements. À condition d'être beaucoup plus vigilants sur les *territoires-fractures* comme les Comores, Madagascar, Haïti où le Vanuatu... S'insérer dans la

politique passe d'ailleurs pour la Francophonie par la capacité à faire sa propre réflexion critique sur certaines situations historiques passées. Ou faire du comparatisme pour éviter les amalgames. Par exemple, il existe une inventivité politique en Afrique qui doit être valorisée pour sortir des stéréotypes d'une Afrique incapable de « décoller », rongée par les coups d'État ou la corruption. Pour l'Asie ou pour l'Amérique latine, par exemple, chacun *distingue* les États, alors que l'on parle de « l'Afrique » comme si les traditions, les langues, les histoires, les comportements, étaient semblables de l'Afrique saharienne à l'Afrique équatoriale, de l'Est à l'Ouest... Cette absence de prise en compte des diversités illustre le poids des stéréotypes. Le colonialisme était paradoxalement souvent plus respectueux, en tous cas connaisseur, des différences culturelles et sociales que ne le sont souvent aujourd'hui un certain nombre de ceux qui s'occupent des relations internationales... Le peu d'effort à comprendre la diversité et l'originalité des situations politiques africaines mais aussi au Proche Orient, en Asie, en Amérique Latine, de la Caraïbe... illustre ce que la Francophonie peut apporter. De même, la Francophonie est-elle confrontée, avec l'élargissement à l'Europe des 25, au défi d'un changement de *statut*. L'élargissement lui est favorable à la condition d'un réel investissement intellectuel, culturel et historique car ces pays, souvent de tradition partiellement francophone, s'inscrivent toutefois dans des logiques qui n'ont rien à voir avec la colonisation. L'Europe *bouscule* les frontières traditionnelles de la Francophonie et la détache encore un peu plus de son histoire coloniale. Tant mieux. La Francophonie dans l'Europe, c'est une *autre* histoire, liée à Byzance, et aux empires ottoman, austro-hongrois et russe. C'est à la fois une forte influence de la culture mais aussi des logiques sociales et culturelles différentes. La société civile, les traditions et religions n'y ont pas le même statut. Autrement dit, c'est l'occasion d'un élargissement des références traditionnelles de la Francophonie. *Un peu la Francophonie « hors des murs ».*

D'ailleurs les Régions ultra-périphériques (RUP) les Pays et territoires d'Outremer (PTOM) et les pays d'Afrique, Caraïbe, Pacifique (ACP) sont aussi l'occasion d'un retour sur l'histoire de l'Europe. En réalité, l'Europe est le lieu de rencontre de plusieurs traditions. Réintroduire la Francophonie en Europe, ce n'est pas seulement une question de langues, mais aussi d'enrichissement pour la culture, les modes de vie, les styles. La cohabitation des styles et des identités, qu'il faudra organiser en Europe sera l'occasion d'une réflexion sur l'élargissement des matrices de la communication interculturelle. Au-delà de l'Europe, la Francophonie peut jouer un rôle considérable dans la construction de ce que j'appelle la *troisième mondialisation*, celle qui intègre la culture à côté de l'économie et de la politique. D'autant que les contractions liées à la mondialisation économique sont des ac-

célérateurs des contradictions. Elle peut contribuer à éviter ce qui pourrait être le résultat de la mondialisation économique : une lutte des classes au plan mondial. Comme l'Europe en a connu une, entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle. Avec la mondialisation, le choix, est la cohabitation culturelle à l'échelle du monde, *ou* la lutte des classes à la même échelle...

#### *Quatre actions*

1. *Le fait religieux et la politique.* La Francophonie, qui rassemble de nombreuses religions et régimes politiques différents, ne peut rester longtemps silencieuse sur les rapports religion-politique qui sont au cœur de la plupart des conflits politiques mondiaux depuis quinze ans. D'autant que la *laïcité* « à la française » s'impose parfois dans des discours, mais n'est plus toujours comprise. De nombreux pays francophones, et arabophones, ont été blessés par la manière dont, lors du débat sur le voile en 2004, la France a rappelé sa conception militante de la laïcité. La plupart des autres pays, n'étant pas en position de force politique et culturelle, n'ont pu exprimer leurs réticences, mais il est évident que la position française a suscité beaucoup d'incompréhension. 2005 n'est pas 1905. Demain, la question religieuse traversera la Francophonie. C'est-à-dire celle des *rappports* à établir entre politique, société, culture et religion. Ne pas en parler peut mettre en cause son unité. En parler permettra d'adapter ce concept, éminemment émancipateur à l'heure de la mondialisation. La diversité des racines religieuses, le dialogue interreligieux et les conditions d'une autre laïcité ne sont guère débattus. Si la Francophonie est laïque, c'est aussi à la condition de tenir compte de la diversité des situations culturelles et religieuses. *On parle de diversité de langues. Très peu de la diversité religieuse.* Quel dialogue avec l'Islam, les religions animistes, le taoïsme, le confucianisme, le bouddhisme ? Quel accueil en France et en Francophonie pour les autres religions, dont l'Islam et l'orthodoxie ? La Francophonie ne pourra échapper à un débat sur la relation *laïcité-religion*. Sa force sera de pouvoir définir une *laïcité* en rapport avec la diversité culturelle et religieuse, une laïcité pour le XXI<sup>e</sup> siècle dans un contexte multireligieux et multiculturel.

2. *Les relations avec le monde anglo-saxon.* Celui-ci a longtemps été identifié au camp de la liberté, de l'émancipation et de la modernité. Même si cela ne veut pas toujours dire grand-chose. Y compris pendant la Guerre froide et les luttes de décolonisation. Depuis la chute du communisme et la mondialisation, le statut de puissance impériale des États-Unis accélère le changement de la donne. La liberté repasse du côté de la Francophonie, surtout depuis la guerre du Golfe et de l'Irak. Ce qui permet de renouer avec une tradition de diplomatie et de concertation

bien différente de celle d'une politique de puissance. Et la Francophonie peut alors être un lieu de *débats privilégiés* respectueux des grands enjeux sur la planète concernant l'environnement, la santé, l'éducation, le développement durable, la pauvreté, la société de l'information... La Francophonie peut contribuer à une culture du débat, de l'intérêt général, de l'ouverture aux cultures, et non pas à une culture de la puissance. La mondialisation de l'information, accentuant les effets négatifs de la vision américaine du monde et laisse la place à d'autres visions universalistes, dont celles de la Francophonie.

3. *L'immigration*. Notamment en Europe où, depuis trente ans, le débat est encombré par les prises de position, plus ou moins racistes et populistes, des partis d'extrême-droite. Réduire au XXI<sup>e</sup> siècle la question de l'apport des travailleurs étrangers à une logique d'« immigrés » qu'il faut surveiller et parquer est indigne des traditions de cohabitation culturelle par ailleurs proclamées. Les populations « étrangères » vivant en Europe illustrent plutôt la question du multiculturalisme quand elles relèvent des Outre-Mers, ou de la diversité culturelle quand elles viennent de pays souverains (Maghreb, Turquie...).

Elles illustrent cette question essentielle de la cohabitation culturelle dans un monde ouvert. Ces populations (sans parler du statut des familles, des femmes, des enfants) veulent venir travailler dans les pays riches, qui par ailleurs en ont besoin, sans le dire, y compris pour des motifs démographiques non avoués... Et l'on continue de traiter ces populations sur le plan sanitaire, social, culturel et éducationnel comme si l'on était encore dans les années 1970.

Le silence de la Francophonie sur les conditions de l'accueil de l'immigration, notamment en France, n'est pas compatible avec les idéaux proclamés par ailleurs en faveur de la diversité culturelle. Il faudra un jour dissocier la position de l'État français de celle de la Francophonie. Ou plutôt obliger à une autre forme de coopération. Il n'y a pas que l'immigration. Il y a aussi la question des visas. Ceux-ci, et pour les mêmes raisons que précitées, sont l'objet d'une politique de plus en plus malthusienne, soulignant la contradiction d'un monde où l'on peut utiliser toutes les techniques de communication, mais où l'on ne peut se déplacer. La Francophonie peut d'ailleurs chaleureusement remercier le Canada et le Québec qui pallient les effets de cette politique malthusienne des visas de la France. Politique restrictive, totalement antinomique avec la tradition et les idéaux avancés et qui est poursuivie aussi bien par la droite que par la gauche. Comment parler de la patrie des droits de l'Homme, de la France terre d'asile, carrefour des cultures, et continuer une politique de plus en plus étroite et bureaucratique en matière de visas ? Là aussi, la France est victime de la pression de l'extrême-droite. Comment parler sérieusement de mondialisation de l'information, de l'économie, du

tourisme, des affaires, des vertus du cosmopolitisme..., et ne pas accueillir généreusement ces milliers d'hommes et de femmes qui sont les acteurs de cette diversité culturelle à construire ? Le grand écart entre les mots et les faits est catastrophique. Augmenter le nombre de visas à entrées multiples est une condition indispensable pour adapter la Francophonie à la mondialisation.

4. Devenir un espace de la diversité. Cela lui donnerait une visibilité. Un lieu de tolérance et de débat. Ce qui correspond d'ailleurs beaucoup plus à la réalité du Commonwealth. La Francophonie est encore trop attachée à la rigidité française dont elle doit s'émanciper, et qui en retour sera un enrichissement pour la France. Le monde a besoin d'un lieu de délibération à côté des structures de l'ONU. La Francophonie pourrait offrir cet espace politique de débats où il y aurait une attention à la diversité linguistique, religieuse, un respect des racines historiques et des métissages. Autrement dit, une sorte d'espace public tolérant. Doublé d'ailleurs d'un espace de diplomatie. Les deux sont complémentaires. La diplomatie s'installe plus facilement dans un espace libre de débats que dans un espace fermé et secret. Il ne s'agit pas de se substituer à l'ONU et à l'Unesco, mais d'offrir un espace supplémentaire de dialogue. Cette évolution serait conforme aux statuts qu'affiche la Francophonie, et l'on verrait d'ailleurs que les débats qui l'animent, en interne, sont les mêmes que ceux qui existent dans le monde. En s'occupant des autres problèmes du monde, elle relativiserait certaines de ses divisions. Elle pourrait, par exemple, dans le cadre de l'Europe, premier espace politique démocratique du monde, contribuer à ce que l'Europe porte un autre regard sur les pays et territoires d'Outre-Mer et les 77 pays Afrique Caraïbe Pacifique qui sont tous directement liés à l'histoire de l'Europe. Sans parler de la Turquie qui est, après la Yougoslavie, le deuxième œil du cyclope de l'Europe. Forcer l'Europe, par la médiation de la Francophonie, à considérer ces pays ACP et PTOM autrement que comme de simples clients, aux guichets de la riche Europe. D'autant – et personne ne l'a oublié – que ces pays, sans parler d'autres, ont été dans les siècles passés ceux qui lui ont permis d'asseoir sa puissance impériale...

Construire d'autres relations entre l'Europe et ces pays, serait le premier chantier en grandeur nature d'une *nouvelle cohabitation culturelle*. Un chantier qui montrerait au reste du monde que si l'Europe est une puissance économique, elle essaie aussi, au titre de ses valeurs, de son histoire et de ses idéaux, de se comporter autrement qu'en future puissance impérialiste ou clientéliste. Et dans un monde où l'on voit et sait tout, grâce à la mondialisation de l'information, une telle révolution ne serait pas sans avoir un certain impact sur la manière dont l'Europe serait perçue dans le monde. Et comme je l'ai dit souvent, l'Europe devra un jour reconnaître l'apport de ces aires linguistiques et culturelles, hier liées à

sa puissance et à sa domination, et qui serviront demain, et dès aujourd'hui, à construire sa propre cohabitation culturelle. Apprendre à marcher sur les deux pieds, et à revenir sur l'histoire. Après avoir apporté « sa civilisation » aux autres peuples, elle reconnaîtra ce que ces civilisations longtemps qualifiées d'« inférieures » lui apportent pour sa propre construction.

#### 4. L'économie

En ouvrant la boîte de Pandore de la mondialisation économique, la Francophonie pose explicitement la question de l'existence *d'autres* modèles de rationalité que le modèle anglo-saxon dominant. Question sacrilège, d'autant que la libéralisation qui a prévalu dans la globalisation économique, depuis les années 1980, et encore plus depuis la chute du communisme, semble légitimer le modèle anglo-américain visible également dans les grandes instances de l'ONU (FMI, BIRD...). Et ce malgré les crises économiques et sociales qui, dans plusieurs pays, ont marqué cette mondialisation économique.

En s'immiscant dans la mondialisation économique, même timidement, la Francophonie introduit un réel facteur de diversité culturelle. Elle ose rappeler que l'économie est une science humaine et sociale et que si les hommes produisent et vendent dans tous les pays du monde, la manière de le faire change radicalement. D'autant qu'avec la mondialisation de l'information, ces différences seront paradoxalement de plus en plus visibles, créant la nécessité de dépasser le monopole culturel économique anglo-saxon dominant depuis le XX<sup>e</sup> siècle. La Francophonie, avec quelques autres, pose la question de ce que j'appelle le troisième pilier de la mondialisation, c'est-à-dire la diversité culturelle. Ce fameux troisième pilier, assez largement sous-évalué, sera demain déterminant : la diversité culturelle est une condition du développement économique. La Francophonie rappelle ainsi l'importance des données culturelles à la fois pour l'économie et au-delà de l'économie d'autant que les pays qui la composent sont très souvent parmi les pays les moins avancés (PMA), en tout cas beaucoup moins riches et développés que ceux du Commonwealth.

Le niveau de développement n'est pas la condition *sine qua non* pour dire quelque chose sur les modèles de développement car, à ce compte, depuis toujours les pauvres et les dominés n'auraient qu'à se taire... En même temps, les PMA ne sont pas dupes de cette inégalité de la mondialisation et sont sensibles aux propositions alternatives que la Francophonie, avec d'autres, peut essayer de faire.

Deux options complémentaires s'ouvrent à la Francophonie : intervenir au niveau des grandes entreprises mondiales francophones pour faire entendre un autre type de rationalité économique de gestion, de rapports sociaux, une autre

manière d'aborder la mondialisation ; d'autre part, se saisir du dossier de développement durable, et y apporter sa contribution. Toujours au titre d'une autre manière de construire les rapports culture-développement. L'enjeu est évidemment l'introduction d'un élément de diversité par rapport à la rationalité anglo-saxonne. Mais il faut pour cela que les grandes entreprises mondiales francophones s'émancipent elles-mêmes de ce schéma. Non seulement l'anglais est la plupart du temps la langue de travail internationale des conseils d'administration, mais tout, des cadres, aux styles et aux références, reste aligné sur le modèle anglo-saxon. Pourtant dans la réalité, sur place, dans les pays, chacun voit la différence de comportements et de relations. Une entreprise française ou francophone est toujours différente de son homologue anglo-saxonne. Mais les francophones ne sont pas loin de penser que certes, leurs styles et méthodes sont différents, mais que le modèle de référence doit rester anglo-saxon. Parce que l'Amérique est la puissance économique dominante, le lieu de l'innovation et du profit. La montée de l'antiaméricanisme dans le monde, la redécouverte d'un monde multipolaire, l'éveil de la Chine et de l'Inde sont autant de facteurs qui vont accentuer une prise de conscience de la nécessité d'un changement. Pour le moment, l'affirmation de la différence est faible. On est encore dans le domaine de l'unilatéralisme. Dans quelques années, on s'étonnera de ce que pendant si longtemps le modèle dominant fut si étroit... Deux structures pourront aider à ce qu'émerge une autre voie de l'économie. C'est le Forum francophone des affaires et les Assises de la Francophonie économique. Avec l'aide de l'AFD. L'important est que les structures d'accueil et de débat existent. Les contradictions économiques, politiques et culturelles liées à la mondialisation se chargeront de leur donner une plus grande vitalité.

Concernant le développement durable, la question est plus complexe. La Francophonie n'a aucune compétence spécifique dans ce domaine. Elle n'est pas un bailleur de fonds, mais un partenaire de coopération. Présente sur tous les continents, elle souligne l'importance de la diversité et du comparatisme. Et la Francophonie apporte aussi deux autres dimensions essentielles au développement : l'importance de la langue et la problématique culturelle.

Si le contenu du développement durable est souvent le même, la manière d'y arriver dépend beaucoup de la diversité culturelle, domaine sur lequel la Francophonie a une certaine compétence et expertise. Elle peut aider à sortir de ce débat classique où le Nord finance et le Sud consomme, et où le sous-développement n'est pas un retard, mais le produit du développement des pays les plus avancés. Elle peut d'autant plus contribuer à dépasser ce débat qu'elle comporte en son sein quelques pays avancés et beaucoup de pays moins avancés. Autrement dit, le dé-

veloppement durable est *déjà* une question qui se pose *au sein* de la Francophonie. S'il y a un contenu spécifique au développement durable, c'est bien dans la prise en compte des dimensions socio-politique et culturelles du développement. Ici, la Francophonie peut avoir quelque chose à proposer.

L'apport de la Francophonie est de rappeler l'importance de la diversité culturelle, des droits de l'Homme, des ressources humaines, de l'État de droit, des cadres juridiques stables, le respect des relations de travail, l'obligation d'une meilleure répartition des richesses... Cette dimension socio-culturelle, apparemment secondaire, est en réalité de plus en plus importante : chacun étant au courant, par l'information, des profondes inégalités existant dans le monde souhaite à la fois moins d'inégalités économiques *et* plus de dignité sociale et culturelle. Les idéaux de la Francophonie pouvaient paraître superfétatoires dans un modèle de pur libéralisme. Ils deviennent plus importants avec le retour de la pensée critique, symbolisée par le mouvement altermondialiste qui réintroduit dans l'économie les valeurs sociales, culturelles et politiques. Ces mouvements sont en phase avec les enjeux politiques de la mondialisation économique de demain. Soutenir des projets de micro-financement, construire un État, des règles d'administration, une régulation, limiter la corruption, expertiser les projets de coopération décentralisés sont autant de chantiers passionnants. S'intéresser au futur des industries culturelles si indispensables du point de vue de l'autonomie culturelle est également fondamental, comme soutenir les secteurs informels de l'économie, et les services de l'éducation. Sans oublier de donner un contenu et un encadrement humain aux multiples projets d'éducation en ligne, et une organisation des systèmes de santé proche des populations... Le développement durable, c'est aussi une *autre* idée du développement à inventer avec les populations de moins en moins passives, beaucoup plus informées et moins dociles. La mondialisation est peut-être une logique économique, mais elle a un effet inattendu qui, tel un boomerang, se retournera contre ceux qui croyaient fabriquer des consommateurs et qui se retrouveront face à des citoyens de plus en plus informés. Et critiques.

### *Trois chantiers*

1. Une réflexion critique sur le modèle de management des grandes entreprises francophones. Pourquoi miment-elles à ce point le modèle anglo-saxon ? Comme s'il n'y avait qu'un modèle de rationalité économique et de gestion, qu'un seul style. Le stéréotype du banquier anglais, et de l'homme d'affaires américain, toujours « à l'aise », efficace, rationnel, entouré de techniques, entre deux avions et trois mondialisations, toujours pressé, jamais fatigué, reste tenace.



Comme si l'anglais était la seule langue de travail. Comme si les hommes non-anglophones, par leurs styles, leurs cultures diverses ne marquaient pas la gestion des affaires, du commerce et des entreprises. L'Europe à elle seule est pourtant déjà un formidable lieu de lecture de la diversité culturelle, mais extrêmement peu valorisé. Il suffit de voyager, même en Europe du Nord, pour voir toutes les différences entre les entreprises scandinaves, allemandes ou celles de l'Europe centrale. Sans parler des entreprises du Sud. Mais il y a plus à faire évoluer : c'est le rapport des entreprises mondiales avec leurs pays d'installation. Quotidiennement, les entreprises sont confrontées à la diversité culturelle. Pour le moment, le seul choix, pour les salariés de ces multinationales comme pour les pays d'accueil, est celui de s'adapter aux règles de l'entreprise installée. Mais avec la multiplication des délocalisations, le pluralisme culturel sera de plus en plus visible. Les directions d'entreprises elles-mêmes n'arriveront plus à gérer cette diversité culturelle, alors qu'il suffirait de procéder autrement. Au lieu d'imposer un modèle de management et de relations économiques et sociales, il suffirait d'être sensible à la manière dont les salariés, les peuples et les cultures « font des affaires ». Et faire remonter ces informations comme moyen d'enrichir le fonctionnement d'entreprises nécessairement confrontées de plus en plus à des formes de négociations culturelles. Les entreprises francophones, de par leurs traditions, seraient à même d'initier un tel travail de cohabitation culturelle. Et c'est par des procédures de ce type que progressivement se créerait l'originalité d'une approche francophone dans les processus de la mondialisation économique. Les anglo-saxons dans ce domaine sont paradoxalement en avance sur nous, alors qu'ils sont le modèle dominant. Ils parlent de « management interculturel », pour tenir compte, déjà, de ces différences.

2. Le statut même des industries culturelles et de la communication. Non seulement la Francophonie doit défendre sa propre diversité culturelle, mais elle doit pouvoir agir au niveau mondial pour que la diversité des programmes, dans les médias et, plus généralement, dans le cinéma et les industries du spectacle, soit préservée. On retrouve la bataille centrale pour demain d'une économie de la culture et de la communication qui ne soit pas dominée par les multinationales anglo-saxonnes. La Francophonie n'est qu'un acteur de cette gigantesque bataille qui s'ouvrira bientôt à l'OMC, mais elle peut rappeler qu'il n'y a pas d'identité culturelle sans sauvegarde des industries culturelles nationales. Aussi bien pour l'édition, la presse, la musique, la télévision, le spectacle vivant, le cinéma... Et pas d'économie de la culture sans une protection réelle des auteurs. Il n'y a pas de respect de la diversité sans un minimum de réglementation pour éviter trop de concentration. Les industries culturelles mondiales sont beaucoup trop concen-

trées et sont, de fait, un obstacle à la diversité culturelle. L'exemple le plus visible est la musique. C'est à la fois ce qui circule le plus entre les continents, favorisant une réelle communication, et ce qui est le plus concentré économiquement. La « world music » et les enjeux gigantesques qui découlent des dernières innovations technologiques (i-mode – i-tunes) n'ont rien à voir avec le respect de la diversité culturelle affichée. Il en est de même pour l'édition et la presse. Dans cette bataille, l'Unesco, au travers de la déclaration en faveur de la diversité culturelle en 2001, a pris position. Ainsi que l'Union européenne. La Francophonie doit pouvoir aussi continuer de s'engager, à la suite de la déclaration sur la culture en juin 2001 à Cotonou.

Il en est de même pour Internet et les systèmes d'information. Le problème central n'est pas seulement l'écart Nord/Sud, mais celui de pouvoir préserver une certaine diversité dans les contenus et les usages. Il est évident que les nouvelles techniques d'information sont perçues au Sud comme une chance à ne pas rater pour accéder à plus d'autonomie, et ne pas prendre plus de retard. Oui aux outils, à condition de ne pas faire croire, comme on le voit depuis vingt ans, qu'il y aura au bout de ces réseaux une nouvelle société. Ce thème de « la société de l'information » est peut-être une mythologie dont le Nord a besoin, mais à condition d'en épargner le Sud, pour qui la déception serait évidemment plus douloureuse. 6,5 milliards d'internautes, à qui les pays du Nord auraient donné les matériels pour réduire la fracture numérique, ne résoudraient nullement la question de la fracture culturelle. C'est donc du côté des modèles cognitifs des usages, des contenus, que les questions se posent. La Francophonie ne peut pas se transformer, comme tant d'autres instances intervenant sur le domaine de la société de l'information, en simple accélérateur d'équipement. Attention à ne pas devenir un simple agent commercial des NTIC. La société de l'information est un concept technique qui attend une définition politique, comme on l'a déjà vu lors du sommet mondial de la société de l'information, à Genève en décembre 2003.

Autrement dit, oui à toutes les nouvelles technologies de l'information et de la communication, aux campus numériques, aux batailles pour un Internet francophone. Car les pays du Sud n'ont pas à subir ce décalage technologique, cette injustice supplémentaire. Mais à trois conditions pour que la Francophonie reste fidèle à ses valeurs : pas de financement des équipements et de l'accès aux programmes sans financement de professeurs et de professionnels – plus il y a de techniques de communication, plus il faut le complément en hommes, et pas l'inverse. Non aux écoles et universités virtuelles où le multibranchement des réseaux suppose une universalité de savoirs et de cultures, inexistants, ce qui se traduit toujours par moins de professeurs. D'autant que, plus les individus échangent, plus ils veulent

se rencontrer. La communication en définitive est une rencontre physique. Les moyens financiers pour les réseaux doivent se doubler d'autant de moyens pour que les hommes se rencontrent. La troisième condition est donc le financement de résidences, de cités universitaires, de lieux d'accueil. Voyager, se rencontrer est indispensable pour humaniser la communication et rester fidèle aux idéaux d'échanges de la Francophonie.

Les technologies de l'information et de la communication ne sont pas des fins en soi. Les techniques ne simplifient rien, si ce n'est l'échange d'information, mais les hommes et les sociétés n'échangent pas seulement des informations, ils sont confrontés à la question de la communication. Le thème de la société de l'information devrait d'ailleurs être le support d'une réflexion plus large sur la science et la technique. Pour là aussi à la fois valoriser d'autres modèles cognitifs et d'apprentissage, et contribuer à cette diversité culturelle indispensable demain dans le domaine des sciences et des techniques.

3. *Le développement durable.* Tout faire pour élargir les modèles économiques de développement. Introduire des variables sociales et culturelles. Admettre finalement la diversité des modèles économiques. Réfléchir par continents et grandes régions. Une fois de plus se tourner vers l'Afrique pour essayer de comprendre ce qu'elle peut apporter. Non pour parler de « retard », mais de l'obligation à prendre en compte l'altérité. D'abord un autre rapport au temps et au climat. Ensuite, une autre conception de la rationalité scientifique et technique. Mieux observer comment de vieux peuples cultivés, selon des critères qui ne sont pas les nôtres, construisent un rapport différent à la connaissance scientifique et technique. Enfin, être davantage sensible aux rapports sociaux, aux processus de communication et de transmission des connaissances. Bref, admettre que si l'on parle de développement durable, il faut *d'abord* essayer de comprendre l'altérité et ce qui est de plus éloigné par rapport au modèle de rationalité dominant. Et non pas tout faire pour ramener les « moins développés » au modèle dominant. Reconnaître l'éloignement, sans y établir une hiérarchie.

Jusqu'à où la Francophonie peut-elle contribuer à construire un modèle de développement qui tienne les « deux bouts » : celui de langue de la culture et de la politique d'une part, celui de l'économie et de la société de l'autre ? Il faut regarder aussi du côté de l'empirisme du Commonwealth. Jusqu'à où faut-il *élargir* à la perspective sociale, culturelle et politique ? À partir de quand faut-il aussi conserver l'autonomie de l'économie par rapport au reste ?

La Francophonie pourrait devenir une sorte d'agitateur d'idées, de « *Think Tank* » pour essayer de mieux appréhender l'extraordinaire diversité des causes

du développement. Imaginer. Expérimenter. Évaluer. Débattre. Autrement dit, élargir le cercle des critères économiques nécessaires à fonder la croissance.

### Conclusion

La Francophonie est une aventure très récente. Elle a moins de trente ans, ce que l'on a tendance à oublier, tant elle paraît « naturellement » là depuis toujours. Ceci est un incontestable facteur de légitimité et une raison majeure d'être optimiste. C'est un peu comme l'Europe : le chemin parcouru est tellement impressionnant, qu'en dépit des insuffisances, chacun y voit une grande aventure humaine, politique et culturelle. En très peu de temps, la Francophonie est passée du souvenir de l'empire colonial à un élément fondamental de la diversité culturelle de demain. Du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle. Elle est tout, sauf quelque chose de secondaire. Elle illustre la capacité à transcender le passé ; à constituer un exemple concret de diversité culturelle ; à créer une organisation mondiale malgré les différences et les inégalités ; à montrer que dans la mondialisation, les valeurs peuvent être supérieures aux intérêts. Et qu'il existe en tous cas d'autres dimensions que l'économie.

Elle illustre aussi cette évolution centrale, pour le siècle à venir : *la culture* devient une ressource politique qu'il n'est plus possible de dissocier de la communication. Elle est aussi un exemple des nouveaux rapports entre identité et diversité culturelle. La Francophonie n'est jamais le premier cercle d'alliances et de relations pour les pays qui la composent, chacun, la plupart du temps étant lié à d'autres structures. Mais c'est justement son caractère *libre et transversal* aux continents et aux institutions, qui en fait sa force. En tous cas, pas de diversité culturelle sans régulation pour éviter un simple communautarisme. Autrement dit, la Francophonie est un lieu d'observation des rapports, de plus en plus compliqués, entre identité, diversité culturelle et respect des principes de la communauté internationale. Valoriser à la fois la diversité *et* le poids des États-nations, comme amortisseurs de la mondialisation.

Elle est une organisation originale pour gérer les rapports entre langue et histoire d'une part, espaces géographique et culturel d'autre part, recherche de solidarité enfin. Elle essaye de résoudre la triple exigence contemporaine : respect des racines, attirance pour la mobilité, nécessité d'un cadre général. Dommage qu'elle ne suscite pas assez d'intérêt, notamment en France. La France, en réalité, a du mal avec ses racines mondiales. L'originalité de la Francophonie est de pouvoir gérer au niveau mondial ces trois dimensions : institutionnelle ; société civile ; militantisme.

Cinq thèmes de réflexion apparaissent pour la Francophonie à l'épreuve de la mondialisation :

1. *Les rapports de complexité croissante entre culture et politique.* Si l'Europe, projet éminemment politique, a pu se réaliser, c'est parce que tout le monde, à juste titre, ne pensait qu'à cela, sans trop en parler. Un tel demi-silence est-il possible, souhaitable avec la Francophonie ? La Francophonie peut-elle se développer en faisant par exemple un peu plus l'impasse sur la culture qui est toujours un facteur de division, alors même qu'elle met la culture au centre du projet ? Ou bien au contraire doit-elle, au titre des enjeux du développement durable, souligner immédiatement les liens politiques entre culture et mondialisation ? D'autant qu'elle pose cette question à partir de langues qui sont à la fois un facteur de communication *et* un facteur de guerre ? Autrement dit, doit-elle approfondir le lien langue-culture ou au contraire rester davantage centrée sur les langues ? Jusqu'où faut-il lier langue et politique ?

Quel que soit le lien langue – culture – politique – communication, il est évident que la Francophonie ne doit jamais abandonner le centre de son projet lié à l'alphabétisation et l'apprentissage. Pas de culture et de politique sans langue maîtrisée. Elle ne pourra pas non plus échapper à une réflexion sur les rapports entre culture, politique et religion. Si les années 1960-1980 furent marquées par la critique sociale et politique, il s'agissait du Tiers Monde, les années 1980-2000 par le tout libéral, il est certain que le début du siècle est marqué par le retour du religieux dans le champ politique. On comprend que la Francophonie aille très lentement dans ce domaine où elle risque d'éclater sous ses propres contradictions. Mais peut-être trouvera-t-elle aussi, dans ce nouveau contexte, le moyen de refonder la *laïcité*. Inventer un concept de laïcité lié à la mondialisation et qui arrive à conjuguer universalité des principes *et* respect des spécificités culturelles et religieuses.

2. *La capacité de la Francophonie à gérer ces quatre logiques relativement complexes :* langue, culture, politique, économie. On a vu que la dynamique historique a provoqué cet élargissement progressif, à condition qu'il ne soit pas lui-même facteur de contradictions insurmontables. Jusqu'où coordonner ces quatre logiques ? Mal êtreindre pour avoir trop voulu embrasser ?

3. *L'originalité de la Francophonie :* être à la fois une activité intergouvernementale, une réalité de société civile, et un militantisme. Jusqu'où, là aussi, est-il possible de poursuivre des objectifs relativement contradictoires ? Trois échelles, trois systèmes de références. Trois occasions d'explosions ou d'invention ? Gérer ces trois dimensions, c'est vivre les contradictions de la diversité culturelle *au sein* de la Francophonie, et entre celle-ci et le reste du monde. Pas facile. J'ai souvent

dit que le monde ouvert de demain sera plus difficile à gérer que le monde fermé d'hier. Ne serait-ce qu'à cause de l'obligation de gérer les différences, rendues visibles, par la mondialisation de l'information. La contradiction de la Francophonie, qui est de se situer à ces trois échelles (intergouvernementale – sociétale – militante), deviendra alors peut-être, dans ce contexte, une chance plus qu'un handicap.

4. *Les rapports entre mondialisation, réseaux et déplacements.* La force de la Francophonie est moins son réseau que le désir de vouloir se déplacer et pouvoir se rencontrer, pour tous ceux qui ont cette Francophonie en partage. Plus le monde est « interactif », « multibranché », plus ce que lui donnera son sens est la réalité « archaïque » de la rencontre physique. Les hommes politiques, d'ailleurs, n'arrêtent pas de se déplacer et de se rencontrer au niveau mondial, alors qu'ils disposent de toutes les informations. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'en se rencontrant physiquement, ils essaient de *limiter* les risques d'incompréhension. La force de la Francophonie réside dans cette capacité à multiplier les *lieux de rencontre*. Ce qui suppose des budgets substantiels. Autrement dit, demain, les coûts les plus importants ne concerneront pas les systèmes d'information et de communication, mais les moyens de faire se *rencontrer* les hommes. Après tout, c'est cela le plus important dans la communication. Il faut donc favoriser, partout dans le monde, de réelles capacités d'accueil, multiplier les bourses et les visas, et créer une politique digne de migration, afin que la dimension humaniste soit finalement la marque d'une Francophonie qui revendique cet idéal.

5. Pourquoi y a-t-il si peu de recherches sur ce chantier passionnant de la Francophonie ? À quelles conditions pourrait-il y en avoir davantage ? Développer une logique de connaissances est fondamental pour accompagner ce gigantesque projet politique et culturel. Comparer, établir les ressemblances et les différences avec la Lusophonie, le Commonwealth, l'Hispanophonie, l'Arabophonie... Mais cette logique de connaissances doit être respectueuse des différences de *styles*. Car au-delà des connaissances, les identités se jouent sur des styles. Pour accepter les multiples enjeux de la mondialisation et le respect de l'identité, il faut à la fois comprendre ce qui nous ressemble et respecter nos styles.



# HERMÈS

La Revue

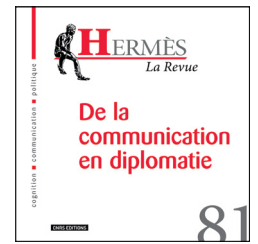
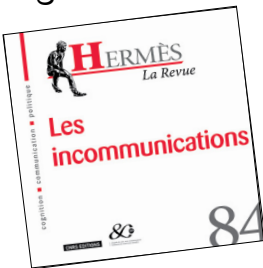
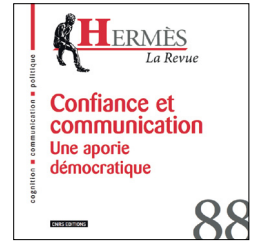
Depuis 1988

Dominique Wolton  
Fondateur et directeur de la revue

politique

communication

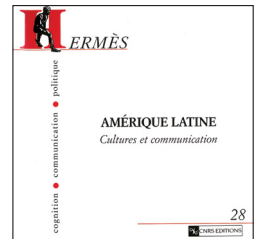
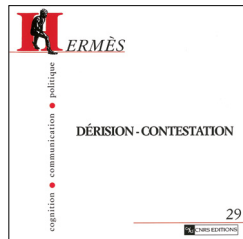
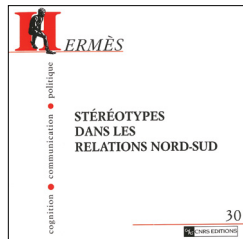
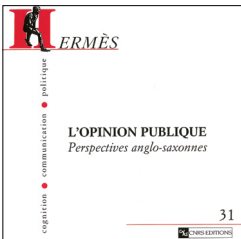
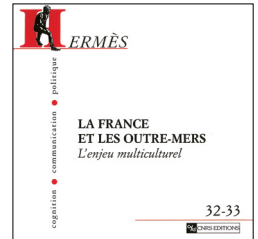
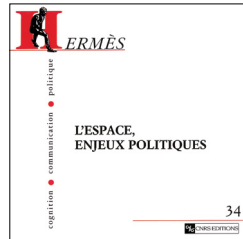
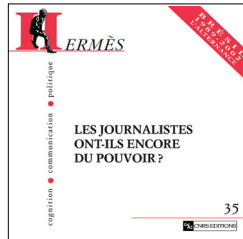
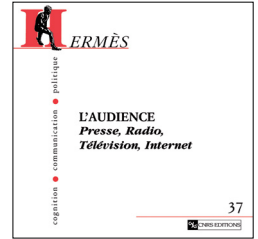
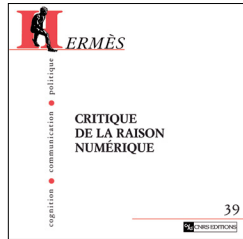
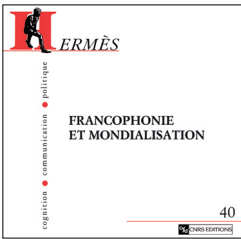
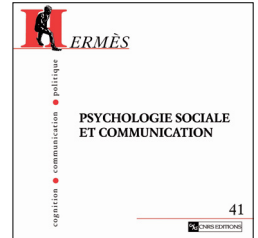
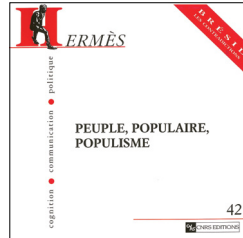
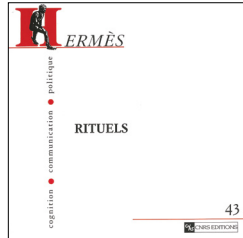
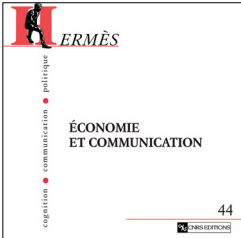
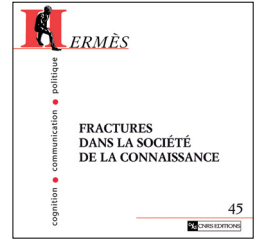
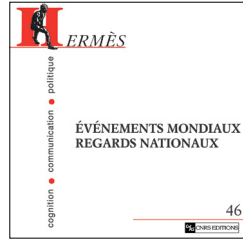
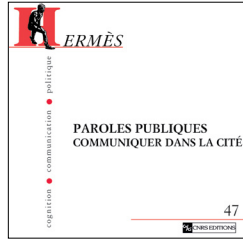
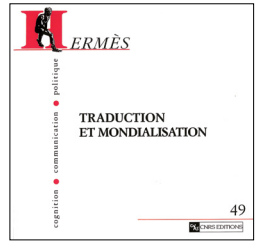
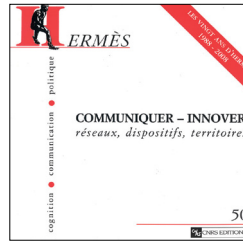
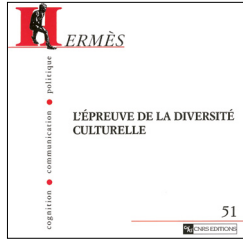
cognition

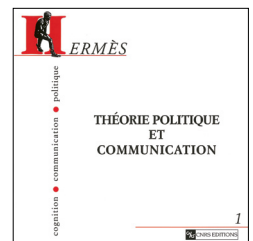
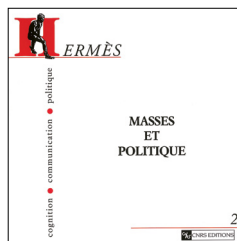
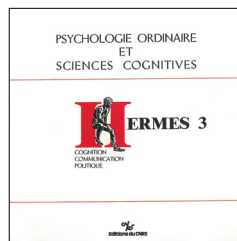
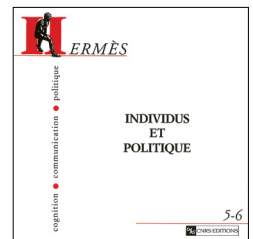
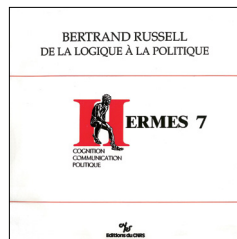
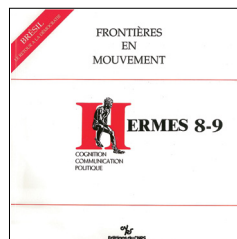
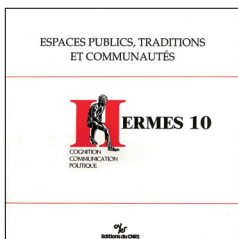
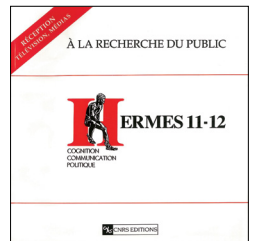
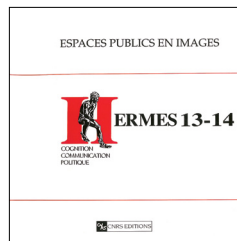
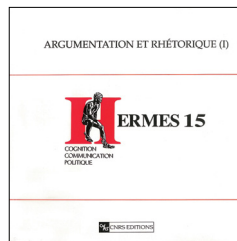
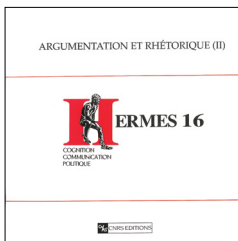
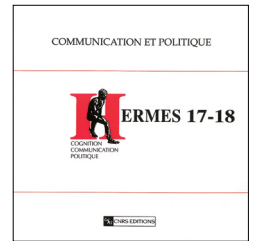
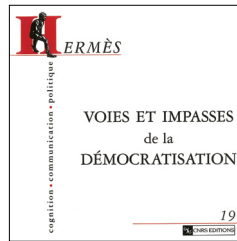
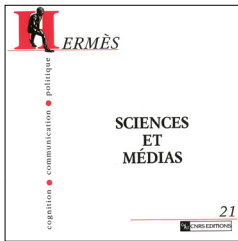
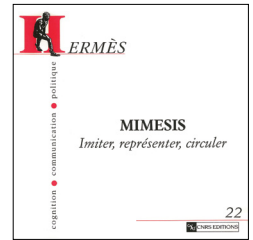
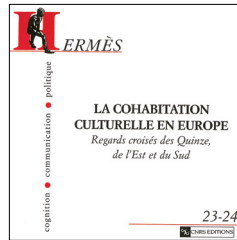
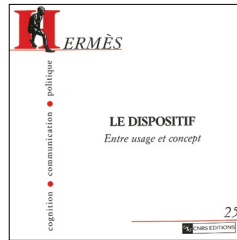












Revue en ligne : [cairn.info](http://cairn.info) – Carnet de recherche : [hermes.hypotheses.org](http://hermes.hypotheses.org)  
Revue papier : [cnrsditions.fr](http://cnrsditions.fr) – Contact presse : [claire.martz@cnrsditions.fr](mailto:claire.martz@cnrsditions.fr)



Hermès, la Revue  
CNRS – 1, place Aristide Briand – 92190 Meudon  
Tél. : (+33)1 45 07 55 12/13 – Courriel : [hermes@cnrs.fr](mailto:hermes@cnrs.fr)



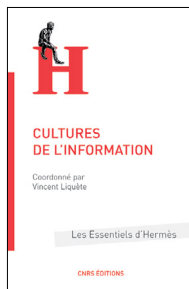
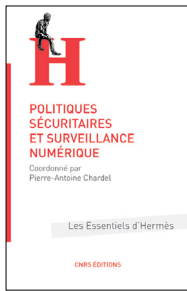
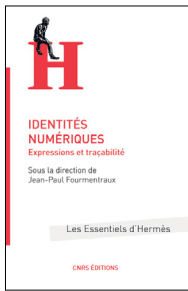
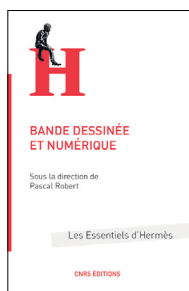
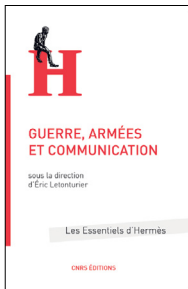
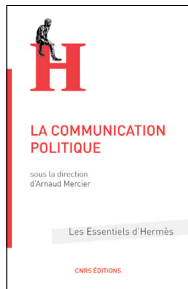
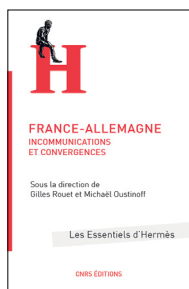
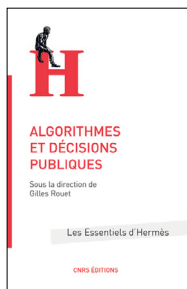
CNRS ÉDITIONS



# Les Essentiels d'Hermès

Depuis 2008 • 54 numéros

Directeur de la collection  
Éric Letonturier

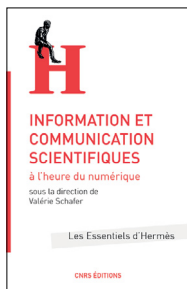


Une collection d'Hermès, revue interdisciplinaire  
du CNRS spécialisée dans la recherche sur l'information,  
la communication, la culture et les sociétés.

Commander en ligne : [cnrseditions.fr](http://cnrseditions.fr)  
Consultation en ligne : [books.openedition.org](http://books.openedition.org)  
Carnet de recherche : [hermes.hypotheses.org](http://hermes.hypotheses.org)  
Contact presse : [claire.martz@cnrseditions.fr](mailto:claire.martz@cnrseditions.fr)



CNRS EDITIONS





## **Bureau de La revue *Hermès* Turquie**

Yeditepe Üniversitesi, İnönü Mahallesi, Kayışdağı Caddesi, 326A, 26 Ağustos Yerleşkesi , İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi, Fransızca Siyaset Bilimi ve Uluslararası İlişkiler Bölümü (Hukuk Binası), Ofis no: 502, 34755 Ataşehir / İstanbul - Türkiye

**Phone:** 02165780000-1782

**Courriel:** [cem.savas@yeditepe.edu.tr](mailto:cem.savas@yeditepe.edu.tr)

## **Département Francophone des Science Politique et des Relations Internationales**

Le Département Francophone de Science Politique et Relations Internationales est un programme de premier cycle de 4 ans de la Faculté des Sciences Économiques et Administratives. La langue d'enseignement du programme est le français. Dans le monde d'aujourd'hui où les relations internationales sont en constante évolution, le français, comme l'anglais, est devenu l'une des langues les plus importantes à connaître. C'est pourquoi, depuis 1996, l'Université Yeditepe forme des étudiant-e-s ayant des compétences linguistiques avancées pour le département de Science Politique et Relations Internationales. Par ailleurs, notre département est devenu membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) depuis le 18 mai 2018 et continue d'offrir des opportunités du monde de la francophonie à ses étudiant-e-s.

*Comptes Des Médias Sociaux:*



yeditepefrsiyaset



yu\_frsiyaset